HAL
open science

Le développement des relations frontalières entre la Chine et la Russie

Sébastien Colin

To cite this version:

Sébastien Colin. Le développement des relations frontalières entre la Chine et la Russie. Les Études du CERI, 2003, 96, pp.45. hal-03579445

HAL Id: hal-03579445

https://sciencespo.hal.science/hal-03579445

Submitted on 18 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Les Études du CERI
N° 96 - juillet 2003

Le développement des relations frontalières entre la Chine et la Russie

Sébastien Colin

Centre d'études et de recherches internationales
Sciences Po

Sébastien Colin

Le développement des relations frontalières entre la Chine et la Russie

Résumé

Depuis la reprise de leurs pourparlers au milieu des années quatre-vingt, les relations entre la Chine et la Russie – qui était encore l'Union soviétique lors de cette relance – sont particulièrement dynamiques. Sur le plan international, les deux pays possèdent en effet plusieurs points de vue qui convergent. Ces préoccupations communes ont abouti à la signature d'un partenariat stratégique en 1997, puis à celle d'un nouveau traité d'amitié en 2001. La complémentarité qui règne entre les deux pays dans les secteurs de l'énergie et de l'armement rend également la coopération dynamique. Cependant, cette alliance n'est pas sans limites. Principalement visés par elle, les Etats-Unis ont largement les moyens de la court-circuiter, comme ils l'ont fait juste après les attentats du 11 septembre 2001. Dans le domaine de la coopération, l'intensité et la structure du commerce entre les deux pays sont également insuffisantes. L'évolution du commerce durant la décennie quatre-vingt-dix a été très irrégulière et marquée par une chute entre 1994 et 1996, dont les causes principales se situent à l'échelle locale, le long de la frontière sino-russe. Après avoir été dynamique entre 1988 et 1993, l'ouverture de la frontière a provoqué l'apparition de nouveaux problèmes comme l'immigration illégale chinoise dans les régions frontalières peu peuplées de la Russie. Si cette dernière a été très mal vécue par les populations locales russes, c'est surtout la question de la rétrocession de certains territoires à la Chine, lors de la démarcation frontalière entre 1993 et 1997, qui a radicalisé les esprits, paralysant la coopération frontalière. Les gouvernements russe et chinois sont intervenus activement pour essayer d'apporter des solutions à la plupart de ces problèmes, comme le montre l'épisode du programme Tumen. Depuis, les différentes autorités des deux pays tentent de relancer la coopération frontalière, mais il subsiste encore un certain nombre de problèmes, principalement d'ordre économique, qui varient selon les régions frontalières.

Sébastien Colin

Developping Border Cooperation between China and Russia

Abstract

Since the resumption of talks between China and Russia – still the Soviet Union when this occurred in the mid-1980s, relations between the two countries have been particularly dynamic. On the international level, the two countries in fact share the same viewpoint on a number of issues. These mutual concerns led to the signing of a strategic partnership in 1997, then a new treaty of friendship in 2001. The complementarity between the two countries in the energy and arms sectors also stimulates cooperation. However, this alliance is not without its limits. The United States, its primary target, can easily short-circuit it, as it did just after the September 11, 2001 attacks. In the field of cooperation, the intensity and structure of trade between the two countries are both inadequate. The rise in trade during the 1990s was very uneven and marked by a drop between 1994 and 1996. The main causes of this are situated at the local echelon along the Chinese-Russian border. After the dynamism characteristic of the 1988-1993 period, the opening of the border triggered new problems, such as illegal Chinese immigration in the little-inhabited border zones of Russia. Although this trend caused friction among the local Russian population, it was mainly the retrocession of certain Russian territories to China when the border was demarcated between 1993 and 1997 that radicalized the inhabitants, paralyzing border cooperation. The Russian and Chinese government played an active role in attempting to resolve most of these disputes, as the Tumen program illustrated. Since then, the various authorities in the two countries have tried to revitalize border cooperation, but a number of problems remain that are mainly economic in nature and vary depending on the border region.

Le développement des relations frontalières entre la Chine et la Russie

Sébastien Colin

Depuis la reprise des pourparlers sino-soviétiques, au cours des années quatre-vingt, on qualifie généralement les relations entre la Chine et la Russie d'« amicales » et de « dynamiques ». Néanmoins, quand on les observe tant d'un point de vue national que d'un point de vue local, on s'aperçoit que la situation est en fait plus complexe. S'il est vrai que la période actuelle s'oppose complètement à celle du conflit sino-soviétique, le dynamisme affiché des liens entre les deux pays, qui n'est déjà pas sans limite au niveau national, perd une grande partie de son sens à l'échelle régionale. Les relations frontalières entre les deux pays ont en effet été mouvementées au cours de la décennie quatre-vingt-dix. En raison de questions territoriales et du problème de l'immigration chinoise, les autorités locales des régions frontalières russes ont bloqué les processus de coopération, contrairement à ce que souhaitaient les deux gouvernements. Si ces derniers sont intervenus pour résoudre ces blocages, qui étaient surtout motivés par des intérêts politiques et économiques, la coopération à l'échelle locale pose encore un certain nombre de problèmes.

UN DYNAMISME ISSU D'UN PARTENARIAT STRATEGIQUE

Lors de leur dernière rencontre en décembre 2002, Vladimir Poutine, Jiang Zemin et son successeur Hu Jintao se sont une nouvelle fois félicités des très bonnes relations qui existaient entre leurs pays, et se sont engagés à rester « des bons voisins, des amis et des partenaires pour toujours »[1]. Ils se sont aussi exprimés en faveur d'un renforcement

[1] *Libération*, 3 décembre 2002.

de la coopération entre les deux pays, notamment dans les domaines de l'énergie, de l'armement et de l'économie.

De la reprise des pourparlers sino-soviétiques à la critique récente d'une guerre annoncée : bref rappel historique des relations entre Pékin et Moscou

La reprise des pourparlers sino-soviétiques fut véritablement lancée après les deux discours que fit Mikhaïl Gorbatchev à Vladivostok, en juillet 1986, et à Krasnoïarsk, en septembre 1988. Ils étaient directement adressés à la Chine dans le but de lui annoncer la volonté soviétique de rentrer définitivement dans une ère de détente. Gorbatchev annonça ainsi le retrait des troupes soviétiques, stationnées le long de la frontière entre les deux pays, et celui des troupes présentes en Afghanistan ; il se prononça également en faveur d'une résolution pacifique de la crise cambodgienne. En mai 1989, alors que tous ces problèmes étaient réglés, il se rendit à Pékin. La répression du mouvement démocratique de Tiananmen qui faisait alors rage dans la capitale chinoise n'empêcha pas les deux pays de déclarer une « coexistence pacifique » et de se mettre d'accord pour délimiter leur frontière, ce qui fut fait dans un traité signé en mai 1991. Parallèlement, les deux Etats s'engagèrent à développer une coopération économique et commerciale.

Cependant, la chute de l'Union soviétique provoqua un coup de froid dans les relations sino-russes. La victoire des démocrates pro-occidentaux à Moscou réduisit la coopération étroite avec la Chine, dont les relations avec la communauté internationale étaient tendues depuis le massacre de Tiananmen. L'effondrement du monde soviétique quelques mois après les révoltes étudiantes de Pékin, suivi de la mise au ban de la Chine sur le plan international, obligèrent le gouvernement chinois à réagir. En février 1992, lors de son voyage dans le sud de la Chine, Deng Xiaoping annonça la nécessité pour le pays d'accélérer la réforme vers l'économie de marché. Ce souhait fut adopté lors du 14ème congrès du parti communiste chinois en octobre 1992. A cette date, la Chine et la Russie avaient donc un même but : mener à bien leur transition vers l'économie de marché. Cet objectif commun rendait la coopération encore plus attractive pour les deux pays. Aux yeux de certains officiels russes, rapidement déçus par les pays occidentaux qui n'apportaient pas en Russie l'aide économique espérée, la Chine faisait figure de modèle de transition économique post-socialiste qui avait su éviter les désordres internes[2]. Pour la Chine, la Russie apparaissait comme le partenaire commercial idéal avec qui elle pouvait échanger ses excédents de marchandises contre des matières premières et de l'armement.

Le nouveau contexte international qui se substitua à la guerre froide aida également les deux pays à devenir plus intimes. En effet, la Chine et la Russie s'opposèrent rapidement au nouvel ordre mondial dirigé par l'hyperpuissance américaine. Alors que les Etats-Unis peaufinaient leur projet militaire du TMD et du NMD en Asie du Nord-Est, la Chine et la Russie s'allièrent dans un « partenariat constructif » en 1994, établirent les accords de Shanghai en 1996, et signèrent un « partenariat stratégique » en 1997. Ce dernier se

[2] Akihiro Iwashita, « Russo-Chinese relations in the post-cold war period », article publié en ligne : **http://src-h.slav.hokudai.ac.jp/sympo/Proceed97/Iwashita.html**, 1997.

renforça graduellement au rythme des oppositions conjointes des deux pays concernant des questions internationales comme l'intervention de l'OTAN au Kosovo et la politique américaine en direction de l'Irak.

Lors d'une réunion sino-russe au sommet, qui se tint à Pékin les 9 et 10 décembre 1999, les deux présidents critiquèrent une énième fois l'unilatéralisme américain[3]. Afin d'institutionnaliser leur position commune sur les grandes questions internationales, caractérisée par l'opposition à la politique américaine et par la défense d'un monde multipolaire géré par l'ONU, et les progrès bilatéraux accomplis durant la décennie quatre-vingt-dix où « les relations entre les deux pays n'ont jamais été aussi bonnes », la Chine et la Russie signèrent à Moscou, le 16 juillet 2001, un traité de « bon voisinage, d'amitié et de coopération »[4]. Ce dernier fut ratifié par le comité permanent de l'Assemblée populaire de Chine et la Douma russe, respectivement les 28 octobre et 26 décembre 2001, puis entra en vigueur après l'échange des ratifications le 28 février 2002. L'idée centrale du traité était « le développement de relations de voisinage stables et à long terme et d'une amitié entre les deux pays, sur la base d'une coopération mutuellement bénéfique », qui devait être « rapide, stable et ininterrompue ». Pour cela, les deux pays s'engagèrent « à ne rentrer dans aucune alliance ou conflit dirigé contre un pays tiers »[5].

L'année qui suivit les attentats terroristes du 11 septembre 2001 court-circuita cependant ce partenariat. En effet, la Russie se rapprocha des Etats-Unis au détriment de la Chine. Trop heureuse de pouvoir participer à la coalition contre le terrorisme aux côtés des Etats-Unis, ce qui légitimait sa guerre en Tchétchénie, la Russie émit également le souhait de participer à l'OTAN et ne critiqua même pas les Etats-Unis lors de leur retrait du traité ABM[6]. Si la Chine vit cette nouvelle position russe d'un mauvais œil, elle eut à peine le temps de protester car, entre-temps, le contexte international avait encore évolué : la Corée du Nord se lançait dans un chantage nucléaire avec les Etats-Unis tandis que ces derniers préparaient leur intervention militaire en Irak. Ces deux problèmes internationaux donnèrent l'occasion à la Chine et à la Russie de s'unir à nouveau. Lors de leur rencontre au sommet, au début du mois de décembre 2002, Jiang Zemin, Hu Jintao et Vladimir Poutine condamnèrent tous les trois la Corée du Nord et soulignèrent l'importance pour cette dernière de respecter l'accord-cadre de 1994, essentiel à une normalisation diplomatique avec les Etats-Unis qu'ils appelaient de leurs vœux[7]. Par la suite, les deux pays se joignirent à la France pour critiquer l'intervention unilatérale des Américains en Irak.

---

[3] Elizabeth Wishnick, *Mending Fences : The Evolution of Moscow's China Policy from Brezhnev to Yeltsin*, Washington, University of Washington Press, 2001, p. 121 et p. 149.

[4] Elizabeth Wishnick, « Les relations sino-russes dans le nouveau contexte international », *Perspectives chinoises*, n° 72, juillet-août 2002, p. 5 ; Igor Rogachev, « The Russian-Chinese treaty of good-neighborliness, friendship and cooperation : The results of the first year », *Far Eastern Affairs*, Vol. 30, n° 3, 2002, pp. 1-11.

[5] Zhang Deguang, « Broad prospects for Chinese-Russian relations », *Far Eastern Affairs*, Vol. 30, n° 3, 2002, p. 12.

[6] Pour plus de détails sur les relations sino-russes depuis le 11 septembre 2001 et leurs perspectives, voir Elizabeth Wishnick, art. cit., 2002, pp. 11-15.

[7] *Le Figaro*, 3 décembre 2002.

L'essence même du partenariat sino-russe est donc à chercher dans l'opposition des deux pays vis-à-vis de la politique internationale des Etats-Unis, dont l'influence menace selon eux leurs intérêts politiques et stratégiques. C'est principalement en réponse à cette influence croissante de Washington que la Chine a mis au point sa politique de « bon voisinage » dès 1992. Cette politique, dans laquelle la frontière a une place centrale, vise à développer de bonnes relations avec les pays frontaliers afin de neutraliser ceux-ci dans le cas d'un litige avec les Etats-Unis. Le partenariat stratégique avec la Russie annoncé le 23 avril 1997 et le traité de juillet 2001 qui l'a renforcé en ont été les conséquences directes. En fait, la Chine vise quatre objectifs principaux dans ses relations frontalières avec la Russie : outre le fait d'assurer la stabilité de la frontière et de se positionner dans un environnement stratégique d'après-guerre froide, le gouvernement chinois désire aussi développer les provinces enclavées du Heilongjiang et du Jilin, et assurer son approvisionnement en énergie et en armement dont il a un besoin croissant[8].

La coopération entre les deux pays reste donc primordiale. A l'issue de la signature du traité de juillet 2001, les deux gouvernements centraux ont créé une commission conjointe chargée de coordonner la coopération dans huit domaines : l'économie et le commerce, l'énergie (dont l'énergie nucléaire), la technologie militaire, les transports, la finance, les sciences, les technologies de l'information et l'espace[9]. Lors de la visite de Vladimir Poutine à Pékin au début de mois de décembre 2002, Jiang Zemin a proposé de « rehausser la coopération économique et commerciale et de renforcer la coopération en matière de technologie militaire »[10].

Les secteurs de coopération primordiaux : l'énergie, l'armement et le commerce

Le secteur de l'énergie

La complémentarité des deux pays qui existe dans le secteur de l'énergie apparaît comme l'essence même de la coopération sino-russe[11]. En effet, d'un côté la Russie possède d'énormes ressources, dont l'exportation est essentielle pour son développement économique, tandis que la Chine, dont les ressources ne suffisent pas pour alimenter les besoins d'énergie croissants que nécessitent le développement économique et la réalité démographique du pays, est obligée d'importer depuis 1993.

La Russie possède d'importantes réserves de pétrole et de gaz. A la fin de l'année 2001, ces réserves prouvées représentaient respectivement 4,6 % (6ème rang mondial) et

---

[8] Pour plus de précisions sur la politique chinoise envers la Russie, consulter Mark Burles, *Chinese Policy Towards Russia and the Central Asian Republics*, RAND, 1999, disponible sur le site **http://www.rand.org/publications/MR/MR1045/MR1045.pref.pdf**, pp. 27-33.

[9] Elizabeth Wishnick, art. cit., 2002, p. 5, et Igor Rogachev, art. cit., p. 5.

[10] *La Tribune*, 3 décembre 2002.

[11] Elizabeth Wishnick, art. cit., 2002, p. 9.

30,7 % (1er rang) du total mondial[12]. Après la chute de l'Union soviétique, les industries pétrolière et gazière russes ont été confrontées à de sérieuses difficultés en raison de la chute des investissements, de l'obsolescence des équipements, et d'un système fiscal qui rendait les coûts du pétrole et du gaz plus élevés que les cours du marché international. La vente de pétrole et de gaz à la Chine est donc devenue un moyen pour le gouvernement russe de revigorer le secteur de l'énergie. En 2001, la Russie était le second producteur mondial de pétrole (348 millions de tonnes) et le second producteur mondial de gaz (542,4 milliards de mètres cubes).

En comparaison, la situation énergétique de la Chine semble complémentaire. Avec 22 % de la population mondiale et une forte croissance économique, ses besoins vont croissant. En 2001, elle a consommé 231,9 millions de tonnes de pétrole, soit la troisième consommation mondiale derrière les Etats-Unis et le Japon. Depuis 1993, les importations chinoises de pétrole ont connu une augmentation moyenne de 34 % par an. Entre 2001 et 2002, elles ont eu une croissance de 74 %, passant de 40 à 70 millions de tonnes. D'après certaines estimations, ses consommations de pétrole et de gaz devraient augmenter fortement pour atteindre respectivement 4,5 milliards de tonnes – soit environ 10 millions de barils par jour – et 2 500 milliards de mètres cubes en 2020[13].

La part du gaz naturel dans la structure de la consommation totale d'énergie de la Chine est actuellement négligeable (environ 2 % contre 75 % pour le charbon et 20 % pour le pétrole). Cette part devrait cependant augmenter dans les années futures, en raison d'une demande de plus en plus importante provoquée par le développement économique et un désir affiché du gouvernement central. Augmenter la consommation de gaz est en effet un des principaux objectifs de la politique énergétique chinoise. Le gouvernement central espère que cette consommation, qui est actuellement de 27,7 milliards de mètres cubes, tournera autour des 70 ou 80 milliards de mètres cubes en 2010. Pour subvenir à une telle consommation, il projette aussi d'augmenter la production nationale qui n'atteignait que 30,3 milliards de mètres cubes en 2001[14]. Le dixième plan quinquennal (2001-2005) a ainsi fixé comme objectif d'atteindre une production de 40 milliards de mètres cubes en 2005. Cet accroissement de la production ne permettra pas toutefois de combler les besoins, en raison d'une croissance nationale plus rapide. Le déficit atteindrait, selon les estimations officielles, 10 à 20 milliards de mètres cubes en 2005 et 30 à 50 milliards en 2010. Afin de combler ce déficit, le gouvernement central chinois a donc aussi décidé d'accroître ses importations[15].

Au vu de telles perspectives, la Chine et la Russie ont donc de grands intérêts à

---

[12] *B.P. Statistical Review of World Energy*, juin 2002. Sauf mention contraire, les chiffres concernant l'énergie cités dans ces paragraphes sont issus de cette revue.

[13] Ding Xi, Li Shuxia, « Eluosi shiyou tianranqi gongye yu zhong-e nengyuan hezuo » [Le pétrole et les industries de gaz russes dans la coopération énergétique sino-russe], *Xiboliya yanjiu* [Etude sibérienne], Vol. 3, juin 2002, p. 16.

[14] Les principaux gisements de gaz chinois se situent dans la région autonome du Xinjiang, la province du Sichuan, aux frontières des provinces du Gansu, du Ningxia et du Shaanxi, et dans les mers de Chine orientale et méridionale. Les réserves prouvées sont encore faibles et ne représentent que 0,9 % du total mondial.

[15] Maxim Potapov, « China's gas market and prospects for Russian-Chinese cooperation », *Far Eastern Affairs*, Vol. 30, n° 2, 2002, p. 84.

engager une coopération énergétique à long terme. En Russie, les grandes compagnies du secteur de l'énergie ont d'ailleurs rapidement compris les bénéfices qu'elles pourraient tirer de cette coopération. Le 25 février 1999, la firme pétrolière russe Ioukos a signé un accord avec la compagnie nationale chinoise de pétrole et de gaz, dans lequel elle s'est engagée à exporter dix millions de tonnes de pétrole en Chine d'ici 2005. Cet accord a été validé sept mois plus tard par les ministères russes de l'Energie, du Commerce extérieur et des Ressources naturelles, sur ordre de Vladimir Poutine qui n'était alors que Premier ministre[16]. Afin de faciliter le transport de ces volumes de pétrole, l'entreprise russe et son homologue chinoise envisagent actuellement de construire un oléoduc entre la ville sibérienne de Tomsk, où se situent les gisements pétroliers de Ioukos, et la Chine[17]. L'autre grand programme de coopération pétrolière sino-russe concerne la construction d'un oléoduc entre Angarsk, située en Sibérie orientale, et Daqing, dans le Heilongjiang. D'un coût évalué à 1,7 milliard de dollars et d'une longueur de 2 400 kilomètres, il devrait permettre à la Chine de recevoir 20 millions de tonnes de pétrole par an – soit 220 millions de barils – durant la période 2005-2009, et 30 millions par an à partir de 2010[18]. Commencée le 21 septembre 2001, sa construction devrait être normalement terminée en 2005. Lors de sa visite à Pékin, le 23 août 2002, le Premier ministre russe Mikhaïl Kassianov a émis le souhait d'accélérer cette construction, montrant ainsi la très grande importance de la coopération énergétique dans les relations sino-russes[19].

Pour ce qui est du gaz, les projets sont également nombreux. En juin 1997, les gouvernements russe et chinois ont signé un accord pour l'exploitation du gisement de Kovykta dans la région d'Irkoutsk, en Sibérie orientale. Une étude de faisabilité économique et technique, achevée en mars 2002, a été réalisée à cette fin. La construction d'un gazoduc, d'une capacité de 30 milliards de mètres cubes par an, entre Irkoutsk et Dalian *via* Daqing, est maintenant envisagée. Deux autres projets de construction de gazoducs sont également en cours d'élaboration : le premier relierait la Chine aux deux gisements russes de Chainadin et de Talakan, dans la région de Iakoutsk, alors que le second irait de la région de Tomsk, en Sibérie orientale, à la région autonome des Ouïgours du Xinjiang, dans l'ouest de la Chine, *via* la section occidentale de la frontière sino-russe. Enfin, d'éventuelles importations de gaz naturel liquéfié en provenance de l'île russe de Sakhaline seraient en cours d'étude[20].

La coopération sino-russe en matière de gaz ne concerne pas seulement les constructions de gazoducs transfrontaliers. Certaines grandes firmes russes sont également intégrées dans des projets nationaux chinois. C'est le cas de la société Gazprom qui participe notamment à l'élaboration d'un projet de développement d'un gisement de gaz (Kela 2) dans le bassin du Tarim, ainsi qu'à la construction d'un

---

[16] *Comparative connections*, juillet-septembre 1999. Disponible en ligne : **http://www.csis.org/pacfor/cc/992Q.html**

[17] Elizabeth Wishnick, art. cit., 2002, p. 10.

[18] Ding Xi, Li Shuxia, art. cit., p. 16.

[19] *La Tribune*, 23 août 2002.

[20] Maxim Potapov, art. cit., p. 91.

gazoduc géant (4 200 kilomètres de long) entre le Xinjiang et Shanghai. Sa participation dans ces projets est issue d'un accord passé entre le gouvernement chinois et son homologue russe le 18 juillet 2000[21]. Afin de mener à bien cette coopération, Gazprom a ouvert un bureau permanent à Pékin, le 26 décembre 2001, devenant ainsi l'établissement économique russe le plus important de la capitale[22].

Après le pétrole et le gaz, l'énergie nucléaire est également un secteur stratégique où la coopération sino-russe tend à être de plus en plus dynamique. La coopération nucléaire entre les deux pays a été lancée en 1992 par la signature d'un accord intergouvernemental autorisant la construction d'une centrale nucléaire à Tianwan, dans la province du Jiangsu. La construction de cette centrale est primordiale pour la municipalité de Shanghai à qui elle devrait fournir 14 milliards de kilowattheures par an. La livraison des premiers équipements nécessaires à cette construction a été effectuée par la Russie à la fin de l'année 2000[23]. Si le projet de la centrale de Tianwan reste pour l'instant le principal projet entre les deux pays en termes de coopération nucléaire, la visite à Pékin, au début du mois de juillet 2002, du ministre de l'Energie Alexander Rumyantsev, accompagné d'une délégation d'experts nucléaires, laisse clairement présager la concrétisation d'autres projets à l'avenir[24].

La Russie et la Chine apparaissent donc comme deux partenaires idéales dans le secteur de l'énergie. Cependant, cette complémentarité ne doit pas faire oublier l'importance de la volonté politique. En effet, comme le montrent les exemples cités ci-dessus, tous les projets sont soumis à la signature d'un accord bilatéral. Ce mélange entre complémentarité et volonté politique est également observable dans la non moins dynamique coopération militaire, principalement composée du commerce des armes.

Le secteur de l'armement

La Chine est récemment passée devant l'Inde et est devenue le premier acheteur d'armes russes. En 2002, ses acquisitions ont atteint environ 3 milliards de dollars (voir tableau 1[25]). Depuis 1992, la Chine a acheté pour plus de 16 milliards d'armes auprès de la Russie, principalement des avions de chasse, des missiles et des navires.

Le développement des forces armées a toujours été un axe central pour le gouvernement chinois. Depuis le début des années quatre-vingt-dix, comme le prouve la nature de ses achats, elle accorde une attention toute particulière au développement de ses forces navales et aériennes. Stratégiquement, cette modernisation a pour objectif de permettre à ses forces armées d'atteindre les périphéries maritimes où elle connaît quelques litiges, même si la tension la plus importante reste sans aucun doute la question de Taiwan, toujours perçue comme une potentielle source de confrontation

---

[21] *Ibid.*, p. 90.

[22] *Comparative Connections*, octobre-décembre 2001.

[23] Igor Rogachev, art. cit., p. 5.

[24] *Comparative Connections*, juillet-septembre 2002.

[25] Les tableaux sont regroupés en annexe à la fin de l'Etude.

avec les Etats-Unis[26].

En Russie, la situation est à l'opposé. Le gouvernement cherche à vendre ses stocks hérités de la période soviétique. Comme dans le cas de l'énergie, l'effondrement de l'URSS a provoqué une forte crise dans le secteur de l'armement, et l'exportation semble être la meilleure solution pour l'enrayer. En 2001, la Russie était le deuxième exportateur d'armes au monde, derrière les Etats-Unis[27].

Outre le commerce des armes[28], la coopération militaire sino-russe inclut également la formation et les exercices conjoints. En octobre 1999, les deux pays ont décidé d'accroître leur coopération dans le secteur de la marine en développant les ventes d'armes, les transferts de technologies, les exercices conjoints et la formation du personnel chinois dans les académies militaires russes. Cette décision a succédé à un exercice conjoint, le premier depuis 1949, entre la flotte russe du Pacifique et la flotte chinoise de la mer de Chine de l'Est effectué au large de Shanghai[29]. Le 25 mars 2000, un groupe de soixante officiers des forces armées aériennes chinoises s'est rendu en Russie pour suivre durant cinq mois une formation concernant les systèmes de défense antimissile[30]. Enfin, à la mi-août 2002, les forces armées terrestres des deux pays ont effectué un exercice conjoint en Mongolie intérieure, le long de leur frontière commune[31].

Le secteur du commerce

Contrairement aux coopérations énergétique et militaire, la coopération commerciale apparaît comme le point faible de la coopération sino-russe. Lors des années quatre-vingt-dix, la coopération économique a été plutôt chaotique, à l'image de l'évolution du commerce bilatéral (tableau 2). Après avoir atteint un premier pic en 1993, avec 7,68 milliards de dollars, ce dernier s'est effondré durant les années 1994 et 1995, au terme desquelles il est tombé à 5 milliards de dollars. Par la suite, la crise asiatique de 1997 et la crise financière russe de 1998 n'ont pas permis une reprise réelle qui s'était pourtant amorcée en 1996. Il a fallu attendre le redressement de l'économie russe à partir de 1999 pour que la situation s'améliore. Entre 1999 et 2002, le commerce bilatéral sino-russe est en effet passé d'une valeur de 5,5 milliards de dollars à une valeur de 12 milliards. Plus haute somme jamais atteinte dans son histoire, ces 12 milliards de dollars ont néanmoins été jugés insuffisants par les acteurs politiques et économiques des deux pays[32].

---

[26] Elizabeth Wishnick, art. cit., 2002, pp. 5-6.

[27] *Ibid.*, p. 5

[28] Rappelons que ce commerce ne concerne que des armes conventionnelles, la Chine et la Russie étant officiellement opposées à la prolifération des armes de destruction massive.

[29] *Comparative Connections*, octobre-décembre 1999.

[30] *Comparative Connections*, janvier-mars 2000.

[31] *Comparative Connections*, juillet-septembre 2002.

[32] En 1997, lors de la signature du partenariat stratégique, les deux pays s'étaient fixé d'atteindre une valeur de 20 milliards de dollars pour l'année 2000.

Ce sentiment d'insuffisance est aisément confirmé par l'analyse des chiffres. En 2000, le commerce sino-russe ne représentait que 5 % du commerce total de la Russie et 1,6 % du commerce total de la Chine, pour laquelle la Russie n'est d'ailleurs que le douzième partenaire commercial[33].

Pour ce qui est des investissements, la situation n'est guère meilleure. En 2000, on ne comptait que 250 millions de dollars d'investissements chinois en Russie, contre 230 millions de dollars d'investissements russes en Chine[34]. Conscients que des efforts doivent être faits dans ce domaine, les deux gouvernements tentent depuis peu d'encourager les visites dans leur pays respectif de divers acteurs économiques[35].

Une relation dynamique qui n'est pas sans limites

La complémentarité des deux pays dans certains domaines tels que l'énergie et l'armement, tout comme leur commune opposition à l'ordre mondial d'après-guerre froide, ont grandement facilité la coopération sino-russe, chaque année plus dynamique. Les rencontres officielles et les projets de coopération signés vont croissant et touchent des secteurs toujours plus nombreux. Outre ceux déjà cités, la coopération sino-russe touche également des domaines aussi variés que l'agriculture, la sylviculture, le transport aérien, l'aérospatial et les sciences et technologies.

Cependant, cette apparente osmose n'est pas sans limites. Comme la période entre le 11 septembre 2001 et le début de l'intervention américaine en Irak l'a montré, cette relation peut être facilement déstabilisée par l'influence américaine. Les deux Etats sont en outre concurrents dans plusieurs régions. Malgré leur présence dans le groupe de Shanghai avec les Etats d'Asie centrale, la Russie n'est pas sans se méfier de l'influence croissante de la Chine dans cette région qu'elle considère comme son pré carré. Le groupe de Shanghai a été établi en grande partie pour lutter contre des ennemis communs représentés encore une fois par les Etats-Unis, qui tentent de s'implanter dans la région, mais aussi par les mouvements fondamentalistes musulmans, susceptibles d'alimenter les séparatismes tchétchène en Russie et ouïgour en Chine. *A contrario*, la Chine s'est toujours opposée à la participation de la Russie dans les discussions concernant la péninsule coréenne[36].

Enfin, un certain nombre de problèmes émergent aussi quand on analyse les relations entre la Chine et la Russie à l'échelle régionale. En effet, les rapports entre les territoires situés de part et d'autre de la frontière ont été extrêmement tendus durant le milieu des années quatre-vingt-dix. Les questions de la démarcation frontalière et de l'immigration

---

[33] Sun Naimin, *Jilinsheng yu dongbeiya jingji hezuo fenxi yu yuce* [Analyses et prévisions de la coopération économique entre la province du Jilin et l'Asie du Nord-Est], Changchun, Jilin renmin chubanshe, 2001, p. 109.

[34] Igor Rogachev, art. cit., p. 4.

[35] Zhang Deguang, art. cit., p. 14.

[36] Elizabeth Wishnick, art. cit., 2002, pp. 4-18.

chinoise dans les régions russes ont provoqué une fronde des autorités locales qui a grandement influé sur le commerce frontalier et les projets de coopération économique régionale.

LES RELATIONS SINO-RUSSES VUES DE LA FRONTIERE

La frontière entre la Chine et la Russie est divisée en deux sections de part et d'autre de la Mongolie : une section occidentale d'environ 55 kilomètres, et une section orientale d'environ 4 195 kilomètres[37]. D'un point de vue administratif, les régions frontalières russes sont au nombre de cinq qui sont d'Ouest en Est : l'*oblast* de Tchita, l'*oblast* de l'Amour, la région autonome juive du Birobidjan, le *kraï* de Khabarovsk et le *kraï* du Primorie. Pour la Chine, il s'agit de la région autonome de Mongolie-Intérieure, des provinces du Heilongjiang et du Jilin.

L'ouverture frontalière et l'apparition des problèmes

Si la frontière sino-russe connaît une véritable dynamique d'ouverture depuis la fin des années quatre-vingt, il convient de ne pas oublier qu'elle fut avant cette date fermée et militarisée pendant une vingtaine d'années, séparant deux régimes ennemis dont les évolutions politiques et économiques étaient totalement différentes. A ce double antagonisme s'ajoutait une discontinuité démographique et culturelle dont l'origine est historique.

La section orientale de la frontière sino-russe fut délimitée par deux traités respectivement signés en 1858 (traité d'Aïgoun) et 1860 (traité de Pékin). L'intégration des territoires frontaliers par les deux empires avant et après la délimitation fut totalement différente. En effet, les plaines du nord-est de la Chine (la Mandchourie) furent rapidement peuplées et mises en valeur par des colons chinois qui s'installèrent dans la région dès le début du XIXème siècle. En revanche, le peuplement de l'actuel Extrême-Orient russe par des colons venus de Russie d'Europe, principalement des Ukrainiens, fut moins intense et beaucoup plus long. Incorporé à l'empire russe dès le début du XVIIème siècle, l'*oblast* de Tchita possède une histoire plus longue que celle du Primorie, dont l'intégration à l'empire ne commença véritablement qu'à partir de 1860.

Ces faits historiques, par les héritages démographiques et culturels qu'ils ont laissés, ont d'importantes conséquences sur les représentations contemporaines des populations russes locales. En effet, lors de l'ouverture de la frontière, celles-ci ont découvert une Asie culturellement différente qu'elles ne connaissaient absolument pas. D'un point de

[37] La longueur exacte de la frontière sino-russe fut connue en avril 1999. D'après les mesures conjointes des deux pays, les sections orientale et occidentale de la frontière mesureraient respectivement 4 195,22 kilomètres et 54,57 kilomètres.

vue démographique, la différence d'intensité qu'il y a eu entre les deux peuplements a donné naissance à une ligne de discontinuité de part et d'autre du fleuve Amour et de la rivière Oussouri. Amplifiée ensuite par la différence entre les deux régimes démographiques, cette disparité entre les territoires frontaliers russes et chinois est aujourd'hui très importante. Face aux 7 millions de Russes de la région d'Extrême-Orient, plus de 60 millions de Chinois vivent dans les deux provinces frontalières du Jilin et du Heilongjiang.

Suite à la reprise des pourparlers sino-soviétiques de la fin des années quatre-vingt, le tracé de la partie orientale de la frontière sino-russe a été renégocié à partir de 1987. Après quatre ans de discussions, un nouveau traité frontalier a été signé le 16 mai 1991 entre Jiang Zemin et Mikhaïl Gorgbatchev, ratifié ensuite par les deux gouvernements au début de l'année 1992. L'échange des ratifications entre les deux pays, autorisant le début de la démarcation frontalière officiellement lancée en 1993, s'est fait le 16 mars 1992.

Du point de vue de la coopération, l'ouverture de la frontière sino-russe s'est amorcée en 1982. C'est en effet à cette date que les deux postes frontaliers « historiques » de Suifenhe et de Manzhouli, qui avaient été construits à la fin du XIXème siècle, ont à nouveau été ouverts au commerce entre la Chine et l'Union soviétique, et que la construction d'un troisième poste frontalier, Heihe, a été lancée par le gouvernement central. Durant les six années suivantes, cette ouverture a été graduelle. A la veille de 1988, on comptait quatre postes frontaliers le long de la frontière sino-russe. Outre les trois précédents, s'ajoutait celui de Tongjiang, dont l'ouverture avait été autorisée en juin 1986[38].

Les deux célèbres discours de Mikhaïl Gorbatchev prononcés à la fin des années quatre-vingt ont marqué une nouvelle étape dans le processus d'ouverture frontalière qui, entre 1988 et 1993, a été d'un dynamisme spectaculaire, ce qui a profondément modifié la physionomie de la frontière.

Durant cette période, plus d'une vingtaine de localités ont été ouvertes au commerce et ont entamé une coopération avec la Russie. Parmi elles, on comptait une vingtaine de villes frontalières (Dongning, Mohe, Jiayin, Hunchun, etc.) et quelques villes intérieures, comme Haerbin, Jiamusi, Mudanjiang, Fuyuan et Qiqihaer[39]. Dès 1998, un programme touristique transfrontalier a été établi entre Heihe et son homologue russe de Blagovenschensk. Un an plus tard, une première ligne aérienne était ouverte entre Haerbin et Khabarovsk[40]. Parallèlement à ces nouvelles dynamiques, on a également assisté à une croissance des flux transfrontaliers et à un développement fulgurant de la coopération économique et technologique. C'est dans la province du Heilongjiang que ce dynamisme s'est le mieux exprimé.

Entre 1988 et 1992, la valeur du commerce entre le Heilongjiang et la Russie est passée de 680 millions à 2070 millions de francs suisses (tableau 3). Le nombre annuel de citoyens chinois allant travailler légalement en Russie a lui aussi explosé, passant de

---

[38] Zhang Zonghai, *Yuandong diqu shiji zhijiao de zhonge guanxi* [L'extrême-Orient russe dans un siècle de relations sino-russes], Haerbin, Heilongjiangsheng shehui kexueyan, 2000, pp. 270-271.

[39] *Ibid.*

[40] Guo Li, *21shiji de heilongjiang yu dongbeiya* [Le Heilongjiang et l'Asie du Nord-Est du XXIème siècle], Haerbin, Heilongjiang renmin chubanshe, 2001, p. 121.

1 286 à 18 905. Au total, entre 1988 et 1993, plus de 75 000 travailleurs chinois ont obtenu un contrat de travail en Russie. Enfin, les contrats de coopération économique et technologique se sont multipliés d'année en année. A la fin de 1993, 1 365 contrats avaient été officiellement signés entre le Heilongjiang et les régions russes[41].

Si la période 1988-1993 a incontestablement permis un développement économique de cette province, cela n'a malheureusement pas été le cas de la suivante. De 1994 à 1997, on a en effet assisté à la chute du commerce frontalier et un ralentissement de la coopération.

Le fléchissement s'est amorcé dans le courant de l'année 1994, dont le bilan est toutefois resté positif. La valeur du commerce y a quand même atteint 1,63 milliard de dollars. Parallèlement, 477 contrats locaux de coopération économique et technologique ont été signés et 14 274 travailleurs chinois se sont rendus en Russie. Cette tendance à la baisse s'est prolongée jusqu'en 1996. Avec une valeur commerciale de 700 millions de dollars, 118 contrats locaux de coopération signés et 3 870 contrats de travail établis, 1996 a été, pour la coopération entre le Heilongjiang et la Russie, la plus mauvaise année de la décennie quatre-vingt-dix[42].

Les causes de ce recul sont multiples. Certaines sont d'ordre économique et concernent surtout le commerce. En effet, les régions frontalières russes et chinoises n'ont pas été tout à fait satisfaites de leurs relations commerciales et ont commencé à se critiquer mutuellement. Les Russes se sont par exemple plaints de la mauvaise qualité des produits importés de Chine et des droits de douane chinois sur leurs exportations, qu'ils jugeaient trop élevés. En face, les Chinois critiquaient la cherté des produits russes, qui devenait d'autant plus problématique pour eux que le Heilongjiang connaissait un énorme déficit commercial avec la Russie. Ce déficit a limité les bénéfices d'un certain nombre d'entreprises, dont beaucoup se sont trouvées en difficulté. Le coup de grâce a été indirectement porté par le gouvernement central chinois qui, en décidant de modifier la valeur du yuan sur le marché des changes, a rendu les produits chinois beaucoup moins compétitifs, alors même qu'ils commençaient à subir la concurrence des autres produits étrangers, de plus en plus nombreux sur les marchés de l'Extrême-Orient russe. Enfin, l'aggravation de la crise dans les régions frontalières russes a également court-circuité le dynamisme du commerce frontalier.

Malgré l'importance de ces problèmes économiques, la chute de ce commerce et le ralentissement de la coopération frontalière ont surtout été causés par des décisions politiques, prises par les autorités locales russes. En effet, ces dernières ont décidé d'augmenter le montant des taxes sur les importations chinoises et de limiter le nombre de visas habituellement délivrés aux commerçants chinois. Ces décisions arbitraires ont été motivées par le sentiment anti-Chinois qui se développait alors dans la région, activé par le problème de la démarcation frontalière et par l'épineuse question de l'immigration chinoise.

---

[41] *Ibid.,* p. 122.

[42] *Ibid.*, pp. 124-126.

Une démarcation frontalière difficile

Les 9 et 10 novembre 1997, Jiang Zemin et Boris Eltsine célébraient à Pékin « l'achèvement historique » de la démarcation de la section orientale de la frontière entre les deux pays[43].

Cette cérémonie était en fait un véritable soulagement pour les deux dirigeants, tant l'opération avait été difficile. Au début de l'année, seulement 2 500 des 4 195 kilomètres de frontières avaient été démarqués. Ce retard sur le calendrier initial venait de multiples réticences régionales. Le traité frontalier de 1991 avait en effet été vivement contesté par certains dirigeants des entités administratives frontalières russes qui accusaient le gouvernement central d'avoir cédé illégalement des territoires frontaliers à la Chine, et d'avoir autorisé les navires chinois, y compris militaires, à naviguer dans les eaux fluviales russes. Ces contestations avaient été d'autant plus violentes que le gouvernement central avait signé le traité frontalier sans en aviser les autorités locales, qui n'avaient pris connaissance de son contenu que lorsque la démarcation avait été lancée, en 1993[44]. En fait, le traité de 1991 avait laissé en suspens deux secteurs frontaliers en litige, que la Chine et la Russie se proposaient de résoudre plus tard, et prévu d'en léguer trois autres à la Chine[45] (voir la carte présentée en annexe).

Les îles de la rivière Argoun

Le premier secteur litigieux se situait dans l'*oblast* de Tchita et concernait deux îles, localisées en amont de la rivière Argoun, qui avaient été léguées à la Russie lors du traité de Qiqihaer en 1911. La plus importante, l'île Bolshoï, est située près d'Abagaitu, à 40 kilomètres au sud-est de Zabaïkalsk et à 20 kilomètres au sud-est de Manzhouli. L'autre, appelée Menkelesi, est un peu plus en aval. Selon le principe international du thalweg, ces deux îles auraient dû revenir à la Chine : le bras nord de la rivière est, en effet, à chaque fois plus large et plus profond que le bras sud. Cependant, le gouvernement fédéral russe refusa d'appliquer ce principe et permit tout au plus leur utilisation conjointe. Outre le fait de se situer dans une région stratégique, non loin du point de jonction de la Russie, de la Chine et de la Mongolie, ces îles sont aussi d'une extrême importance pour la Russie car elles lui permettent de garder la main sur une source d'eau qui alimente Krasnokamensk, deuxième ville de l'*oblast* de Tchita et

---

[43] La dernière borne frontalière a été installée le 6 novembre. Au total, ce sont 1 206 bornes (1 182 poteaux et 24 balises flottantes) qui furent établies pour démarquer les 4 195,22 kilomètres du secteur oriental de la frontière. *Boundary and Security Bulletin*, Vol. 5, n° 4, hiver 1997-1998.

[44] Akihiro Iwashita, « The influence of local russian initiatives on relations with China : Border demarcation and regional partnership », disponible sur le site du Slavic Research Center, **http://src-h.slac.hokudai.ac.jp/publictn/acta/19/iwashita.pdf**, Sapporo, 2001.

[45] Pour plus de précisions sur la délimitation frontalière sino-russse de 1991, se référer à Anne Godron, « Vers le règlement du contentieux frontaliers sino-soviétique », *Revue d'histoire diplomatique*, n° 2, 1995 ; Jyotsna Bakshi, « Russia-China boundary agreement : Relevance for India », *Strategic Analysis*, janvier 2001, pp. 1833-1859.

principale productrice d'uranium du pays[46].

Les autorités locales de Tchita n'ont jamais émis de contestation sur ce problème. Certes, la position du gouvernement fédéral russe allait dans le sens de leurs intérêts, mais elles ne se sont jamais opposées non plus à l'idée d'une coopération économique conjointe, que la Chine elle-même proposait, contrairement à d'autres régions comme Khabarovsk. En fait, les autorités de Tchita ont toujours privilégié leurs relations économiques avec la Chine. D'ailleurs, dès l'achèvement de la démarcation de leur frontière commune, en 1993, les autorités de Tchita et de Mongolie-Intérieure ont établi une zone économique conjointe entre Manzhouli et Zabaïkalsk, à l'endroit où la ligne de chemin de fer croise la frontière[47].

Les îles du fleuve Amour

En revanche, les réactions ont été totalement différentes dans le *kraï* de Khabarovsk, second secteur en litige. Le différend concernait deux grandes îles, Bolshoï Ussuriskii (Heixiazi en chinois) et Tabarov (Yinlong en chinois), situées à la confluence de l'Amour et de l'Oussouri, juste en face de Khabarovsk, la plus grande ville et capitale de l'Extrême-Orient russe. Là encore, si la frontière avait été tracée suivant le cours principal du fleuve, les deux îles auraient dû être intégrées au territoire chinois. Mais elles sont considérées par les militaires comme éminemment stratégique, et jouent le rôle d'une véritable zone tampon entre la ville et la Chine, ce qui explique que l'URSS ait insisté sur l'exception juridique de ces îles dès la fin des années quatre-vingt et renforcé son contrôle sur elles. Pour l'instant, les deux pays se laissent le temps de décider de leur statut futur sur le principe « de la justice et de la rationalité »[48].

Satisfaites par la position du gouvernement fédéral, les autorités locales, lorsqu'elles ont appris le contenu de l'accord de 1991, n'ont rien trouvé à redire au sujet des îles. Cette satisfaction ne les a pas empêchées cependant de décrier la partie de l'accord concernant le droit de navigation, qui permet aux navires chinois, bâtiments militaires inclus, de naviguer sur le cours principal du fleuve Amour. Le gouverneur de la région, Victor Ishaev, a vivement critiqué cette décision, qui revenait à laisser passer librement des navires militaires chinois à quelques encablures du centre de Khabarovsk, et pressé le gouvernement d'obliger la Chine à notifier par avance la route des navires aux autorités russes.

La tension s'est envenimée lorsque, quelques mois plus tard, un résumé des négociations bilatérales concernant les deux îles en litige a été publié. Ce dernier divulguait que le ministre des Affaires étrangères russe, Andreï Kozirev, avait proposé à la Chine de diviser ou d'exploiter conjointement les deux îles. Influencées par la campagne anti-Chinois du territoire voisin du Primorie (dont nous reparlerons), les populations locales exprimèrent leur mécontentement et de nombreuses campagnes médiatiques dirigées contre la Chine et le gouvernement central russe furent organisées. En 1996, afin de calmer le jeu, Boris Eltsine visita Khabarovsk avant de se rendre en

[46] Jyotsna Bakshi, art. cit.

[47] Akihiro Iwashita, art. cit., p. 11.

[48] *Ibid.*

Chine, et rassura le gouverneur en déclarant qu'il ne donnerait « jamais » les deux îles. Néanmoins, les autorités de Khabarovsk continuèrent d'exprimer de temps à autres leur opposition en accusant la Chine, dont les cartes signalent les deux îles en territoire chinois, d'agression cartographique. Le 24 juillet 1997, Victor Ishaev annonça la création d'une commission d'enquête sur les îles frontalières, dont la première tâche fut justement d'établir une carte détaillée de ce secteur frontalier long de trente kilomètres. A ses yeux, elle s'avérait indispensable pour fixer exactement ce secteur qui est de plus géographiquement mouvant. En effet, en raison de sa forte charge en alluvions et de sa confluence avec la rivière Oussouri, le fleuve Amour est à cet endroit très instable et son lit se déplace souvent. Cela serait sans importance s'il n'était le support du tracé frontalier et ne se déplaçait pas en direction de la Russie. Les experts russes estiment en effet que son lit actuel se situe un kilomètre plus au nord par rapport à sa position de la fin des années soixante-dix, ce qui a ainsi fait gagner un petit peu de terres à la Chine[49].

En attendant que le litige soit réglé, les autorités locales ont intensifié leur contrôle sur les îles. En novembre 1999, une nouvelle église orthodoxe a par exemple été construite sur l'île de Bolshoï Ussuriskii[50]. Les déclarations de souveraineté mentionnant l'appartenance des îles à la Russie se sont régulièrement succédées, et ont été exprimées conjointement en juillet 2000 par le représentant du gouvernement fédéral en place en Extrême-Orient russe et le gouverneur du territoire de Khabarovsk[51]. Le discours s'est encore durci en janvier 2001, lorsque ce même gouverneur a déclaré que des recherches archéologiques ne confirmaient aucune présence chinoise passée, ce qui prouvait que ces îles appartenaient à la Russie « depuis des temps immémoriaux ». Il a aussi rappelé que cette dernière était responsable du développement de leur économie, en dépit de l'opposition chinoise, et annoncé que le chenal situé entre les îles et la rive chinoise avait été dragué[52].

Les territoires frontaliers du Primorie

Les trois secteurs que l'accord de 1991 prévoyait de léguer à la Chine se situent quant à eux le long de la section terrestre de la frontière entre la Chine et le Primorie. D'une superficie totale de 1 500 hectares dont 300 se trouvent près du lac Khanka, 900 dans le *district* d'Oussouriisk et 300 dans le *district* de Khasan, ce sont principalement des terres de forêts ou de landes, dont une grande partie est arable. Les tensions se sont surtout focalisées sur le secteur localisé sur la rive droite du fleuve Tumen, dans le *district* de Khasan. Les autorités du Primorie ont allégué que si ce territoire était donné à la Chine, celle-ci construirait sûrement un port pour accéder à la mer du Japon, qui serait susceptible de concurrencer les principaux ports du *kraï*, dont celui de Vladivostok. Ce projet était d'autant plus envisageable à leurs yeux que la Chine avait obtenu par l'accord de 1991 le droit de navigation dans la partie russe du delta du fleuve Tumen. Elles

[49] *Boundary and Security Bulletin*, Vol. 5, n° 3, automne 1997.

[50] Elizabeth Wishnick, *op. cit.*, 2001, p. 181.

[51] *Comparative Connections*, juillet-septembre 2000.

[52] *Boundary and Security Bulletin*, Vol. 9, n° 1, printemps 2001.

considéraient de plus que ce territoire, dans lequel sont enterrés des soldats soviétiques morts en 1938 lors d'une bataille contre le Japon, était un lieu de mémoire et, à ce titre, devait être partie intégrante du territoire russe. Evgenii Nazdratenko, alors gouverneur du *kraï* du Primorie, a organisé une campagne anti-Chinois et essayé de convaincre Boris Eltsine de modifier l'accord de 1991. Ce dernier ayant été signé sans concertation avec les autorités locales et le peuple russe, Nazdratenko a argué qu'il violait l'intérêt national et a demandé, en mars 1996, à ce qu'il soit soumis à la cour constitutionnelle. La situation s'est envenimée lorsqu'un mois plus tard, le général responsable de la démarcation frontalière, Valerii Rozov, a démissionné de son poste pour devenir le principal conseiller de Nazdratenko. Mais pour le gouvernement fédéral russe, il n'était pas question de modifier le traité, ratifié par les deux Etats depuis 1992. Cette modification aurait risqué de provoquer des tensions avec la Chine et de compromettre ainsi le partenariat stratégique que les deux pays envisageaient d'établir. Le gouvernement chinois avait en effet déclaré que, si elles perduraient, ces contestations auraient des influences négatives dans les relations entre les deux pays. D'autant que cette fronde de Nazdratenko et du Primorie le gênait énormément alors qu'il tentait d'encourager la mise en place du projet Tumen, comme nous le verrons plus loin.

Le problème a finalement été résolu grâce à l'intervention du gouvernement fédéral russe qui a obligé les deux parties – les autorités du Primorie et le gouvernement chinois – à faire des concessions. Le 4 août 1997, Evgenii Primakov a rappelé que la démarcation de la frontière sino-russe était un point central dans les relations entre les deux pays et que le calendrier prévoyant son achèvement avant la fin de 1997 devait impérativement être respecté. Il a demandé aux différentes autorités locales de mettre leurs intérêts de côté et de ne pas compromettre la bonne entente entre les deux acteurs[53]. Les autorités du Primorie ont accepté de donner les 900 hectares de l'Oussourii et les 300 hectares du lac Khanka, et de reconsidérer leur position concernant le secteur de Khasan, mais à condition que la partie chinoise abandonne tout projet de construire un port sur la rive nord du fleuve Tumen et lui laisse la partie du territoire où sont enterrés les soldats soviétiques.

Après de rapides négociations en août 1997, le compromis a enfin été trouvé. La Chine a abandonné ses revendications sur le secteur de Khasan et renoncé définitivement à construire un port dans le futur. La partie chinoise s'est également engagée à ce que les deux autres territoires nouvellement acquis deviennent des zones naturelles après la démarcation, interdisant ainsi tout peuplement chinois le long de la frontière.

La résolution de ces trois différends territoriaux a finalement permis l'achèvement de la démarcation frontalière. Après la proclamation officielle du traité, le 9 novembre 1997, les deux gouvernements se sont empressés de trouver des solutions pour résoudre les nombreux litiges insulaires qu'il avait laissés en suspens. Le 13 novembre 1997, la Chine et la Russie ont signé un accord leur permettant d'exploiter conjointement certaines îles ainsi que leurs eaux adjacentes dans l'attente d'une résolution future que les deux gouvernements ont prévu de gérer au cas par cas[54]. Les 2 444 îles inhabitées, quant à elles, ont été officiellement partagées le 29 avril 1999 : 1 163 sont revenues à la Russie et 1 281 à la Chine[55]. Enfin, 170 kilomètres carrés de territoires russes, situés autour de

[53] *Boundary and Security Bulletin*, Vol. 5, n° 3, automne 1997.

[54] *Boundary and Security Bulletin*, Vol. 7, n° 1, printemps 1999, p. 41.

[55] Malgré la différence des deux chiffres, la superficie totale des îles allouées à chacun des deux pays est

l'île de Menkelesi, ont été transférés à la Chine le 19 janvier 2000. Malgré sa position centrale dans cet espace, l'île de Menkelesi n'est pas devenue chinoise. Un mois plus tôt, en décembre 1999, les deux pays avaient signé un accord autorisant pendant cinq ans une utilisation économique conjointe de ce territoire. Selon cet accord, la Chine autorisait les populations frontalières russes à pêcher dans quatre secteurs définis autour de l'île. Au terme de ces cinq années, une procédure devrait être entamée par les deux pays afin qu'elle soit officiellement transférée à la Chine[56].

Ces différents accords n'ont cependant pas permis la résolution des litiges concernant l'île de Bolshoï et les deux îles de Bolshoï Ussuriskii et Tabarov. Même si elle n'est toujours pas démarquée, l'île de Bolshoï n'est pas une source de problèmes entre les deux pays. Comme nous l'avons indiqué, les autorités de l'*oblast* de Tchita n'ont pas émis de contestation sur ce point, s'attachant toujours à coopérer avec la Chine. En revanche, les deux îles situées à proximité de Khabarovsk continuent de créer des tensions. Les autorités locales refusent toute négociation, y compris l'utilisation économique conjointe, et les derniers pourparlers, tenus le 17 mars 2001 à Pékin, se sont soldés une nouvelle fois par un échec[57].

Si elle a permis de résoudre la presque totalité des litiges, la démarcation n'a pas fait que des heureux. Le 17 décembre 1997, les députés de l'assemblée législative de la région autonome juive du Birobidjan ont protesté à Moscou contre le transfert de cinq îles à la Chine et déclaré que la signature du traité de démarcation qui devait représenter la région ne s'était pas faite dans les règles. Ils ont également mis le gouvernement fédéral en garde au sujet des dommages que pourrait provoquer le fait de léguer quarante kilomètre carrés de territoire à la Chine, et de permettre à la ligne frontière de ne passer qu'à quelques mètres de la rive russe, sur la sécurité du pays[58].

Malgré les deux litiges restant et quelques contestations isolées, certaines concessions du gouvernement chinois et l'intervention du gouvernement fédéral russe ont donc permis de sortir de l'impasse frontalière. Pour ce dernier, l'achèvement de la démarcation en 1997 a représenté une véritable victoire, non pas tant contre la Chine, qui souhaitait autant que Moscou en finir au plus vite avec les problèmes de frontière, que contre certaines autorités locales de l'Extrême-Orient russe. En fait, les relations frontalières entre la Chine et la Russie au niveau local sont fortement dépendantes de l'état des relations centre-périphéries en Russie. Or après à l'effondrement de l'Union soviétique, les relations entre Moscou et les régions de l'Extrême-Orient russe se sont énormément tendues. Les dirigeants locaux ont profité de la faiblesse du gouvernement fédéral pour s'arroger plus d'autonomie qu'ils ont ensuite tenté d'institutionnaliser. Gêner le gouvernement fédéral dans ses relations avec la Chine a donc été une façon pour eux d'attirer son attention et d'essayer d'obtenir des concessions de sa part.

Cependant, comme le souligne Akihiro Iwashita[59], cette opposition des régions

---

à peu près analogue.

[56] *Boundary and Security Bulletin*, Vol. 8, n° 2, été 2000, p. 50.

[57] *Comparative Connections*, janvier-mars 2001. L'utilisation économique conjointe de ces deux îles a été jugée « inacceptable » et officiellement rejetée par l'administration du territoire de Khabarovsk le 15 décembre 1998.

[58] *Boundary and Security Bulletin*, Vol. 6, n° 1, printemps 1998.

[59] Akihiro Iwashita, art. cit.

frontalières de l'Extrême-Orient russe contre le gouvernement fédéral et la Chine revêt des variantes locales. On constate en effet une réelle corrélation entre l'intensité des relations économiques transfrontalières et celle du sentiment anti-Chinois. Ainsi, l'*oblast* de Tchita, dont les relations économiques avec la Chine sont vitales, n'a aucun intérêt à compromettre cette coopération pour une île que la Chine propose de plus d'exploiter conjointement. En revanche, les *kraï* de Khabarovsk et du Primorie ont, parallèlement à leur opposition, tenté de casser cette dépendance en dynamisant leurs liens avec la Corée du Sud, le Japon et les Etats-Unis.

La démarcation frontalière n'a pas été le seul front contre lequel le gouvernement fédéral russe a dû batailler. L'immigration chinoise dans les régions très peu peuplées de l'Extrême-Orient russe représente également un enjeu de taille pour les relations entre le gouvernement fédéral et ses régions frontalières.

L'enjeu de l'immigration chinoise dans l'Extrême-Orient russe

Des points de vue russes différents

Depuis une vingtaine d'années, l'immigration chinoise est croissante dans le monde entier. Si l'Amérique du Nord, l'Europe et la Corée du Sud sont les destinations privilégiées de ces migrants[60], la Russie en est une destination secondaire, principalement pour les populations pauvres du Nord-Est chinois qui ne peuvent pas aller ailleurs. D'après Mikhaïl Alexseev, les Chinois de Russie représenteraient à peine 1 % des Chinois installés à l'étranger[61].

La frontière sino-russe a été ouverte aux flux de personnes à la fin des années quatre-vingt. La Chine et l'Union soviétique ont signé en 1988 un accord permettant aux populations de certaines villes frontalières des deux Etats de passer d'un pays à l'autre sans visa[62]. Les deux gouvernements centraux espéraient par ce biais dynamiser le commerce frontalier et encourager la coopération économique régionale. En 1989, un accord autorisant la signature de contrats de travail transfrontaliers a également été signé[63]. Economiquement en crise et déficitaires en main d'œuvre, les régions de l'Extrême-Orient russe avaient autant besoin des biens de consommation chinois que

[60] Pour plus de détails sur l'immigration chinoise en Corée du Sud et ses influences dans les relations bilatérales sino-sud-coréennes, se référer à Sébastien Colin, « La préfecture autonome des Coréens de Yanbian : une ouverture frontalière aux multiples enjeux géopolitiques », *Perspectives chinoises*, juillet-août 2003.

[61] Mikhaïl A. Alexseev, « Socioeconomic and security implications of Chinese migration in the Russian Far East », *Post-Soviet Geography and Economics*, Vol. 42, n° 2, 2001, p. 2.

[62] Cette autorisation n'était valable que dans le cas de déplacements d'une ville frontalière à la ville frontalière « jumelle », le visa restant obligatoire dans tous les autres cas.

[63] Parmi eux figure l'accord sur « l'attraction et l'embauche des citoyens chinois dans les entreprises de l'Union soviétique » signé en 1989. German B. Dudchenko, « Chinese migration and socioeconomic situation in Russia at the end of the 20th century », Vladivostok, 2000, (article non publié).

d'un apport de travailleurs. En Chine, cette ouverture permettait de créer d'une part de nouvelles opportunités d'emploi pour les populations du Nord-Est, qui commençaient à être durement frappées par les effets négatifs des réformes, et d'autre part une nouvelle destination pour l'exportation de produits. Répondant dans un premier temps à la politique d'ouverture des deux gouvernements, les autorités locales russes et chinoises ont multiplié les accords d'importation de main d'œuvre à partir de 1992[64]. Ainsi le nombre de travailleurs chinois en Extrême-Orient russe est-il passé respectivement de 10 000 en 1990 à 18 000 en 1993, 20 301 en 1994 et 35 000 en 2001. En l'espace d'une décennie, la Russie est devenue un des principaux marchés pour les contrats d'importation de main d'œuvre chinoise. En septembre 1999, par exemple, 12 % des 302 600 travailleurs chinois, qui étaient partis à l'étranger avec des contrats internationaux, travaillaient en Russie[65].

Le projet de faire appel à davantage de main d'œuvre chinoise est en discussion depuis quelques années dans les milieux officiels russes. Beaucoup de politiciens, hommes d'affaires et chercheurs sont en effet favorables à la venue de ces travailleurs pour exploiter les ressources naturelles de Sibérie et de l'Extrême-Orient russe. La première étape de la réalisation d'un tel projet a eu lieu en juin 2001 avec la présentation à la Douma d'un rapport intitulé « Sibérie et Extrême-Orient russe dans le XXIème siècle : nouvelles évaluations, nouvelles priorités, et nouvelles décisions ». Ce rapport, principalement financé par des groupes travaillant dans le secteur de l'exploitation des ressources naturelles (Norislk Nickel, SIDANKO, etc.), insiste sur l'importance de l'immigration pour sauver ces deux grandes régions du dépeuplement et permettre son développement[66]. La même année, un accord intergouvernemental sino-russe, légiférant le travail temporaire des citoyens chinois en Russie et de leurs homologues russes en Chine, est entré en vigueur[67].

Actuellement, la main d'œuvre chinoise est surtout employée dans les industries d'extraction, de construction et dans les exploitations agricoles, où elle occupe en règle générale des fonctions peu qualifiées. Si l'appel à ce type de travailleurs est jugé primordial par la grande majorité des acteurs économiques locaux russes, un nouveau discours, mettant en avant leur « qualité », s'exprime à présent. En effet, certains observateurs estiment que les autorités russes devraient faire plus d'efforts pour attirer une main d'œuvre chinoise qualifiée, qui participerait, selon eux, à dynamiser d'avantage le développement[68].

L'ouverture de la frontière a certes permis au commerce frontalier de prospérer dans les premiers mois des années quatre-vingt-dix, mais elle a eu en revanche bien d'autres conséquences sur les autorités et les populations locales russes. En effet, ces dernières ont rapidement assimilé l'installation progressive de populations chinoises dans les

---

[64] German B. Dudchenko, entretien avec l'auteur, Vladivostok, juillet 2002.

[65] Viacheslav Karlusov, Andreï Kudin, « The Chinese presence in the Russian Far East : A historical and economic analysis », *Far Eastern Affairs*, Vol. 30, n° 2, 2002, p. 71.

[66] *Ibid*, pp. 71-72.

[67] Igor Rogachev, art. cit., p. 6.

[68] Vsevolod Ovchinnikov, « Columnist urges viewing Chinese migrants as benefit for Russian economy », *Rossiyskaya Gazeta*, 9 juillet 2002.

régions frontalières russes comme une « invasion » dirigée par le gouvernement central chinois, qu'elles ont accusé de vouloir récupérer une partie des territoires frontaliers perdus par l'empire des Qing dans la seconde moitié du XIXème siècle. La question des litiges frontaliers, qui a alors animé la politique locale, l'absence de statistiques officielles sérieuses et les spéculations alarmistes des officiels, de certains chercheurs et des médias, n'ont fait que renforcer les populations locales dans cette idée. Entre 1993 et 1995, de nombreux articles décriant le « péril jaune » et « l'invasion chinoise » ont été publiés dans la presse locale. Outre des chiffres surréalistes évoquant la présence de « millions » de Chinois en Extrême-Orient russe, un certain nombre de déclarations officielles ont entretenu le mythe de l'invasion chinoise, à l'instar de celles de Victor Ishaev, gouverneur de Khabarovsk, qui dénonçait encore « une invasion pacifique » chinoise en juillet 1999[69]. Selon Alexander Lukin, le sentiment anti-Chinois est alors devenu un fait majeur de la vie sociale en Extrême-Orient russe[70].

Afin de faire face à ce qu'elles percevaient comme une menace, les différentes autorités locales ont pris, à partir de 1993, un certain nombre de mesures radicales pour limiter l'immigration. Elles ont organisé des « opérations étrangers » qui consistaient à multiplier la vérification des visas et des permis de travail en installant des postes de contrôle, non seulement sur les différents lieux de travail des immigrés, mais aussi en pleine rue ou encore sur les marchés. En juin 1993, les autorités du Primorie ont autorisé des troupes de Cosaques à établir des postes frontaliers afin de contrôler l'immigration illégale et la contrebande. En avril 1994, Evguenii Nazdratenko, alors gouverneur du Primorie, a ordonné de réduire le nombre d'hôtels autorisés à accueillir les touristes étrangers et d'accentuer fortement le contrôle sur les groupes de touristes originaires de Chine[71].

Ces différentes mesures locales prises de manière unilatérale ont été peu appréciées des deux gouvernements. Limitant les passages, elles ont eu de lourdes conséquences sur le commerce frontalier qui s'est effondré en 1993 et 1994, ce qui a provoqué une chute du commerce bilatéral sino-russe (voir tableau 2). Les deux gouvernements sont cependant intervenus de manière habile, en ne condamnant que du bout des lèvres, montrant ainsi qu'ils avaient bien conscience du problème.

Le 16 septembre 1993, Boris Eltsine a signé un décret concernant la réforme du système de visas et la limitation du nombre de travailleurs étrangers. Le 8 septembre 1994, la Russie a adopté une loi établissant des postes de contrôle migratoire dans les principaux points de passage frontaliers et attribuant plus de responsabilités au service fédéral russe des migrations qui a alors été chargé de contrôler les entrées à la frontière, de développer des mesures de lutte contre l'immigration illégale, et de reconduire à la frontière les illégaux pris en flagrant délit sur le territoire russe[72]. Au début de l'année 1994, la Russie et la Chine avaient signé un accord consulaire supprimant le régime du passage frontalier sans visa pour les populations chinoises, exceptés les détenteurs d'un

---

[69] Mikhaïl A. Alexseev, art. cit., p. 1.

[70] Alexander Lukin, « The image of China in Russian border regions », *Asian Survey*, Vol. XXXVIII, n° 9, septembre 1998, p. 823.

[71] Elizabeth Wishnick, *op. cit.*, 2001, p. 165.

[72] German B. Dudchenko, art. cit., p. 3.

passeport diplomatique ou officiel et les groupes de touristes[73]. Plus récemment, en novembre 2001 et en avril 2002, deux autres accords consulaires ont été signés afin de rationaliser et de réglementer à nouveau l'attribution des visas[74].

La contrebande, complice de l'immigration clandestine

Un autre problème important, causé par l'ouverture frontalière et lié à celui de l'immigration, que les deux gouvernements ont dû rapidement gérer, est celui de la contrebande. Cette dernière concerne non seulement des produits utilisés dans la médecine traditionnelle chinoise, comme le ginseng, le tigre de Sibérie, le bois, le concombre de mer déshydraté, le caviar, les bois de rennes et de cerfs, mais aussi les armes, les drogues et les métaux non ferreux ; elle prend également la forme d'une pêche illégale dans les eaux fluviales du voisin. Cette contrebande rapporterait en moyenne trois millions de dollars par an et sa croissance coïnciderait avec la baisse des revenus issus des droits de douane dans les villes et *district*s frontaliers de la frontière sino-russe. Enfin, pour ne rien arranger, elle s'accompagne aussi d'une corruption d'élus locaux, de gardes-frontière et d'agents de police. La ville d'Oussouriisk et les *districts* frontaliers de Lesozavod, Dal'nerechen et Khasan, situés dans le territoire du Primorie, en sont les principales plaques tournantes.

Si la contrebande est aussi bien le fait de trafiquants chinois que russes, ce sont toutefois les premiers qui sont le plus souvent montrés du doigt. Les autorités frontalières russes les accusent en effet de « piller » les forêts et les cours d'eaux de la région et de nuire à l'économie locale[75]. Afin de lutter contre ce fléau, les gardes-frontière russes organisent chaque année d'importantes opérations, en générale d'une durée d'un mois, visant à traquer les contrebandiers. Entre 1998 et 2000, trois d'entre elles ont abouti à l'arrestation de plus de deux cents Chinois, à l'expulsion de 622 bateaux des eaux fluviales russes et à la saisie de 5 000 mètres de filets de pêche. Néanmoins, quelle que soit l'intensité des traques, dont certaines sont exagérément violentes, les gardes-frontière russes ne pourront pas résoudre le problème de la contrebande sans l'aide de leurs homologues chinois.

Depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, les deux pays ont renforcé leur coopération dans les luttes contre l'immigration illégale, la contrebande et autres types de criminalité. Entre 1999 et 2002, de nombreuses rencontres entre les principaux acteurs de la sécurité publique et frontalière des deux pays ont eu lieu, aboutissant à la signature de multiples accords. Le dernier en date a été signé à Pékin le 27 juin 2002 par le ministre de l'Intérieur russe et son homologue de la Sécurité publique chinois[76]. Cette coopération se répercute également au niveau régional. Les troupes de gardes-frontière des provinces chinoises du Jilin et du Heilongjiang et des régions frontalières russes

[73] Les groupes de touristes chinois sont autorisés à entrer en Russie sans visa depuis la signature de l'accord du 18 décembre 1992.

[74] Zhang Deguang, art. cit., p. 15.

[75] *Boundary and Security Bulletin*, Vol. 7, n° 4, hiver 1999-2000.

[76] *Comparative Connections*, avril-juin 2002.

coopèrent régulièrement. Le 1er septembre 2000, ils ont signé à Vladivostok un nouveau protocole prolongeant et renforçant leur collaboration, qui était déjà régie par plusieurs accords. Lancée en 1995, elle a véritablement pris forme dans le courant de l'année 1999, au cours de laquelle trois protocoles d'accord ont été signés. Jugée très bénéfique par les deux parties, elle a permis de réduire fortement les infractions frontalières. Outre l'organisation de fréquentes visites mutuelles et de nombreuses inspections communes, cette coopération consiste aussi à réfléchir aux améliorations administratives, techniques et juridiques du contrôle frontalier.

Concernant ces derniers points, l'apport de la Chine devrait être bénéfique à la Russie. Il existe en effet un important déséquilibre administratif et technique entre les très performants postes-frontières chinois et leurs homologues russes. Les postes-frontières russes sont techniquement sous-équipés, particulièrement dans le domaine de la protection frontalière. En juin 1999, la section de l'Extrême-Orient russe du service fédéral des gardes- frontière a publié un rapport dénonçant les systèmes d'alarme défectueux et les barrières protectrices désuètes. Ce sous-équipement étant principalement causé par un manque de fonds, qui ne permet pas de remplacer le matériel endommagé, les gardes-frontière de l'Extrême-Orient russe ont également revendiqué plus de moyens auprès du service fédéral[77]. Cet aspect financier est d'autant plus important que le manque de fonds est en grande partie responsable de la corruption qui peut sévir au sein de la profession.

Le rôle fort et régulateur des deux gouvernements a toutefois pris le pas sur les décisions unilatérales et arbitraires des autorités locales russes. La question d'une « invasion » qui serait planifiée par le gouvernement central chinois paraît peu fondée. Les autorités locales ont une nouvelle fois utilisé « la menace chinoise » pour régler leurs comptes avec Moscou. Quant à la Chine, elle s'est toujours opposée à l'immigration illégale, prônant la coopération avec les gardes-frontière russes. Pour le gouvernement central chinois, l'Extrême-Orient russe représente certes une opportunité intéressante pour pallier la réduction du marché de l'emploi qui frappe les régions du Nord-Est, mais il respecte le cadre légal autorisé par les accords bilatéraux.

La mise en place d'un certain nombre de lois et la signature d'accords consulaires par les deux gouvernements ont permis d'améliorer la situation. L'immigration clandestine chinoise s'est fortement ralentie. Exceptés quelques discours isolés, on n'assiste plus aujourd'hui à de véritables campagnes de désinformation comme il y en a eu au milieu des années quatre-vingt-dix. Comme pour les litiges territoriaux, la démarcation de la frontière et l'importance des relations économiques avec la Chine ont également changé la perception qu'ont les autorités locales de la présence chinoise dans la région. Les changements les plus importants se sont effectués dans le Primorie, qui avait pourtant manifesté les oppositions les plus virulentes.

[77] *Boundary and Security Bulletin*, Vol. 7, n° 3, automne 1999.

Les réalités de l'immigration chinoise dans les régions frontières russes : l'exemple du Primorie[78]

Alors qu'environ 34 % des visiteurs chinois avaient outrepassé la durée de leur visa entre 1994 et 1995, ils n'ont été que 0,4 % à s'installer clandestinement dans le Primorie entre 1996 et 1998. Cette chute a essentiellement été causée par les différentes « opérations étrangers » menées par les autorités locales. Ainsi, le nombre d'amendes, d'ordres d'expatriation et d'expatriations forcées a fortement augmenté entre 1994 et 1995 avant de baisser légèrement à partir de 1996 (tableau 4). Ces mesures ont également découragé un certain nombre de migrants de tenter leur chance clandestinement. La preuve en est que les tentatives d'entrées avec faux documents ont aussi diminué, passant de 230 en 1996 à 107 en 1998. Autre exemple, entre novembre 1998 et mars 1999, seuls 41 Chinois ont été arrêtés alors qu'ils franchissaient la frontière illégalement. Enfin, le nombre d'employés illégaux dans le Primorie a également fléchi, passant de 8 349 en 1995 à 6 374 en 1999.

La diminution du nombre d'illégaux n'empêche cependant pas la population chinoise d'augmenter dans le Primorie : elle est en effet passé de 35 000 en 1995 à 80 000 en 1999. Cette croissance est essentiellement causée par l'augmentation du nombre de contrats de travail délivrés et du tourisme. En effet, le nombre de travailleurs chinois officiellement enregistrés par les autorités du Primorie continue d'augmenter (tableau 5). Entre 1999 et 2001, leur nombre est passé de 6 374 à 9 639. Exceptée l'évolution plus chaotique du nombre de travailleurs nord-coréens, on compte en règle générale une main d'œuvre asiatique et étrangère dans la région de plus en plus nombreuse, dont la part chinoise, avec un taux fluctuant autour des 65 %, reste toujours dominante. La majorité des travailleurs chinois (de 63 à 70 %) se concentrent dans les principales villes du *kraï* que sont Vladivostok, Oussouriisk, Nakhodka, Artem, Arsen'ev et Partizansk. Les autres sont dispersés dans les campagnes des treize *districts* frontaliers. La proximité de la frontière et la présence d'infrastructures de transport permettant de rejoindre la frontière rapidement sont des facteurs importants pris en compte par les migrants lors de leur installation. Pour cette raison, les villes de Vladivostok (capitale du Primorie) et d'Oussouriisk (troisième ville), qui sont respectivement à cinq heures et deux heures de la frontière, sont privilégiées. En 1999, 28 % des travailleurs chinois enregistrés dans le Primorie résidaient à Oussouriisk, 27 % à Vladivostok, et 18 % à Nakhodka.

---

[78] Les informations citées dans cette partie sont issues de différentes études non publiées effectuées durant la seconde moitié des années quatre-vingt-dix et le début des années deux mille par des chercheurs de l'Institut d'histoire, d'archéologie et d'ethnographie des peuples d'Asie du Nord-Est de Vladivostok. Je remercie ici German B. Dudchenko qui m'a fourni des versions anglaises de ces études et m'a dévoilé les principales conclusions de celles-ci au cours de nombreux entretiens effectués durant mon séjour à Vladivostok en juillet 2002. Certaines de ces conclusions ont été publiées en anglais par le chercheur américain Mikhaïl A. Alexseev : « Chinese migration and challenges to sovereignty in the Russian Far East : Preventing monitoring with opinions surveys and event data analysis », dans *Rossija – Kitaj – Japonija v severo-vostoènoj azii : problemy regional'nogo vzaimodejstvija v XXI veke*, [La Russie, la Chine et le Japon dans l'Asie du Nord-Est : problèmes de relations mutuelles au XXIème siècle], Materialy me dunarodnoj nauènoj konferencii, sostojavšejsja vo Vladivostoke 18 i 19 sentjabrja 2000 [Actes de la conférence scientifique internationale de Vladivostok, 18 et 19 septembre 2000], Vladivostok, 2000, pp. 34-42 ; « Socioeconomic and security implications of Chinese migration in the Russian Far East », *Post-Soviet Geography and Economics*, Vol. 42, n° 2, 2001. Toutes les informations qui ne sont pas issues des sources citées ci-dessus seront mentionnées en note.

La quasi-totalité des travailleurs chinois (environ 90 %) installés dans le Primorie travaillent dans les secteurs de la construction et de l'agriculture. Environ la moitié d'entre eux sont des saisonniers qui possèdent un contrat de travail à durée déterminée et retournent en Chine une fois leur tâche accomplie. Les autres ont un contrat d'une durée plus longue ou tentent de retrouver du travail après l'expiration du premier. Malgré cela, on constate que leur installation est à court terme : 88 % des migrants ont la ferme intention de quitter le Primorie au bout de deux ans. Si certains retournent en Chine, la plupart ont le projet de ré-émigrer dans un autre pays (pays européens, Canada, Etats-Unis, etc.). Ainsi le Primorie, comme le reste de l'Extrême-Orient russe, apparaît-il comme une étape intermédiaire, permettant simplement aux migrants d'épargner de l'argent afin de financer leur prochain voyage en direction des pays industrialisés[79].

L'augmentation de la fréquentation du Primorie s'explique aussi par la croissance du tourisme frontalier. En 1999, le nombre de visiteurs chinois ayant franchi la frontière entre le Heilongjiang et la Russie s'élevait à 1 250 000, témoignant d'une augmentation de 33 % depuis 1996, et en septembre 2000, le nombre atteignait déjà 1 300 000[80]. Depuis 1998, les Chinois représentent chaque année plus de 80 % du total des touristes visitant la région. Le tourisme frontalier est en constant développement depuis le milieu des années quatre-vingt-dix. Chaque ville frontalière chinoise possède au moins une agence de voyages qui organise des visites dans l'Extrême-Orient russe[81]. Ces dernières vont de la simple excursion d'une journée dans la ville russe située de l'autre côté de la frontière au séjour de trois ou quatre jours pour les visites de Khabarovsk ou de Vladivostok. La grande majorité des touristes voyagent en groupes organisés ; ce sont bien souvent des petits cadres locaux du Parti communiste ou des fonctionnaires d'administration locale des villes du Nord-Est chinois[82].

La mise en place d'un contrôle plus rigoureux (parfois plus arbitraire et violent, nous l'avons dit) par les autorités locales a inéluctablement entraîné une baisse de la clandestinité. Parallèlement, une meilleure coopération entre les différentes autorités chinoises et russes dans les délivrances de contrats de travail et de visas ainsi que dans le domaine du tourisme frontalier a permis de réguler les flux de populations chinoises. En fait, l'immigration chinoise dans le Primorie se caractérise bien plus par une croissance des allers et retours, agrémentés de courts séjours, que par une augmentation des installations permanentes. Les immigrés chinois légaux et illégaux ne seraient que 30 000 dans tous le *kraï*, soit moins de 1,4 % de la population totale. Entre 1996 et 1998, cette proportion aurait varié de 0,3 à 1,1 %. Malgré les difficultés qu'il y a à estimer l'immigration clandestine, ces chiffres semblent toutefois très inférieurs aux estimations surréalistes et volontairement exagérées qui furent publiées par les autorités locales au milieu des années quatre-vingt-dix.

---

[79] Cette situation explique la prolifération des marchés de change clandestins dans les villes où les Chinois tentent de changer en dollars leur salaire en roubles.

[80] Deng Peng, Men Dong, « Heilongjiang sheng dui E bianjing lüyoude xianzhuang, wenti ji duice » [Situation du tourisme frontalier entre le Heilongjiang et la Russie : problèmes et contre-mesures], *Xiboliya yanjiu* [Etude sibérienne], Vol. 29, n° 1, février 2002, p. 23.

[81] Les plus importantes se situent à Hunchun, Suifenhe, Dongning, Jiamusi et Heihe.

[82] Observations et entretiens à Hunchun, Suifenhe et Vladivostok, juillet-août 2002.

Ces améliorations n'ont pourtant pas éliminé la méfiance que ressentent certaines populations frontalières russes à l'égard des Chinois installés dans leur région. D'après l'étude menée en 1998 par l'Institut d'histoire, d'archéologie et d'ethnologie de l'Extrême-Orient russe de Vladivostok, environ la moitié des personnes interrogées restent toujours hantées par la crainte de passer un jour sous juridiction chinoise. Parmi elles, 28 % estiment que la Chine récupérera une partie des territoires de l'Extrême-Orient russe grâce à une « invasion pacifique » des populations chinoises qui utiliseront pour cela les migrations de travail, le commerce et le tourisme[83]. En revanche, une autre moitié est consciente que l'accueil de main d'œuvre chinoise est essentiel au développement local.

Dans l'agriculture tout d'abord, les immigrés chinois ont grandement participé à la reprise de la production qui s'était effondrée en même temps que le système soviétique. Cette participation a été tellement importante que la production agricole en est même devenue dépendante. Mikhaïl Alexseev note en effet que les *district*s où le nombre de travailleurs chinois décline sont immédiatement marqués par un déclin de leur production[84]. D'après German B. Dudchenko, la présence majoritaire de nombreux travailleurs chinois dans le secteur de la construction est tout aussi primordiale. La plupart des villes de la région, en premier lieu desquelles figurent Vladivostok et Nakhodka, sont en effet engagées dans de grands projets de rénovation et de réhabilitation de certains de leurs quartiers, afin de devenir présentables aux yeux des investisseurs internationaux. Or en raison de la pénurie de main d'œuvre qui frappe la région, ces différents travaux pourraient difficilement être mis en chantier sans la présence des travailleurs chinois[85].

Les activités économiques, commerciales et touristiques des populations chinoises sont également bénéfiques sur le plan fiscal. Le paiement des différentes taxes (TVA, taxe d'installation, taxe sur l'environnement, licence sanitaire, etc.), des droits de douane, des frais de visa, des frais de transport et des frais d'hébergement rapportent en effet des revenus non négligeables aux administrations locales[86]. Ces différents revenus issus des impositions des activités chinoises ont d'ailleurs permis à plusieurs reprises, alors que les subventions du gouvernement fédéral tardaient à venir, de payer les salaires de certains fonctionnaires. Des investissements permettent aussi de créer des emplois pour les Russes locaux. A Vladivostok, un très grand nombre d'hôtels et de restaurants chinois, destinés principalement aux touristes, emploient la plupart du temps un personnel local[87].

Enfin, en important une grande part des marchandises présentes sur les marchés municipaux, les migrants chinois apparaissent aussi comme les principaux acteurs du commerce frontalier sino-russe[88]. Même si la qualité de ces marchandises est encore

---

[83] 16 % pensent que cette récupération se fera par des négociations bilatérales et 12 % par la force.

[84] Mikhaïl A. Alexseev, art. cit., 2001, p. 14.

[85] Observations et entretiens à Vladivostok et Nakhodka, juillet 2002.

[86] Autre exemple, un centre commercial chinois installé dans la ville d'Oussouriisk est devenu en l'espace de quelques années le troisième plus gros contributeur (10 %) au budget de la municipalité.

[87] Observations et entretiens à Vladivostok, juillet 2002.

[88] La presque totalité des marchandises vendues (de la brosse à dents aux manteaux en passant par les fruits ou encore les produits ménagers) sur les marchés sont originaires de Chine.

beaucoup critiquée, leur arrivée a cependant été très bénéfique pour les populations locales. Elle a tout d'abord permis de pallier la chute des productions agro-alimentaires et de biens de consommation qui a eu lieu durant les années quatre-vingt-dix. Beaucoup moins chers que les produits importés d'Europe, des Etats-Unis ou même de l'ouest de la Russie, elle a aussi permis de soulager financièrement une grande partie des populations locales dont les salaires se sont effondrés à la même époque.

Pourtant conscientes de ces effets positifs, les autorités et populations locales russes ne sont pas pleinement satisfaites du rôle de la Chine et des Chinois dans l'économie régionale ; elles l'estiment même insuffisant et inégal. En effet, si la Chine reste un des principaux partenaires commerciaux du Primorie, ses investissements sont relativement faibles en termes de valeur. Entre 1998 et 2001, la valeur du commerce entre la Chine et le Primorie est passée de 250,5 à 311,4 millions de dollars. Durant cette période, sa part dans le commerce total du Primorie a varié entre 15 et 30 %, faisant de la Chine, selon les moments, le premier, second ou troisième partenaire commercial du Primorie (tableau 6). En matière d'investissements, la Chine intervient surtout dans les secteurs de l'agro-alimentaire et du commerce, en l'espèce dans de petits établissements, très nombreux mais qui ne possèdent pas une très grande valeur financière. Ainsi la Chine est-elle à la fois le premier investisseur étranger du Primorie en unités d'investissement et le huitième en valeur, avec seulement 8,6 millions de dollars investis au 1er mars 2002 (tableaux 7 et 8). Quand ils s'installent dans le Primorie, les investisseurs chinois se rendent surtout dans la zone économique de Nakhodka, où la fiscalité est plus avantageuse. Au 1er janvier 2001, ils y avaient déjà investi 5,2 millions de dollars, soit environ 68 % du total des investissements chinois dans la région[89] (tableau 9).

Ce déséquilibre entre commerce et investissements est perçu de manière négative par les populations locales qui reprochent aux Chinois de venir exploiter les ressources naturelles russes pour les exporter en Chine et de n'apporter en Russie que des biens de consommation de piètre qualité. Elles regrettent amèrement l'absence d'investissements chinois dans le secteur manufacturier où des emplois pourraient cependant être créés. Selon elles, les Chinois sont les principaux acteurs et bénéficiaires de cette ouverture frontalière.

Le déséquilibre économique est également géographique. La frontière sino-russe semble être une véritable ligne de discontinuité économique, opposant des villes frontalières chinoises qui se développent et se modernisent à des villes russes où le développement paraît plus difficile. Suifenhe et Hunchun, où les rues sont pavées et où de petits buildings aux vitres fumées (caractéristiques de beaucoup de villes chinoises), des supermarchés et des hôtels de luxe ont été construits, ne sont absolument pas comparables avec Kraskino et Grodekovo, qui ne sont que de petits bourgs de campagne.

Si l'on ajoute à ces inégalités économiques la différence culturelle entre des Russes locaux, descendants de Russes et d'Ukrainiens venus d'Europe, et des populations immigrées venues d'Asie, le fait que la région n'ait été intégrée que tardivement à l'empire russe, le déséquilibre démographique qui existe entre les régions russes et chinoises, le dépeuplement continu de l'Extrême-Orient russe, les réticences locales à la démarcation frontalière, la corruption et la criminalité qui règnent dans la région ainsi que

[89] Ces investissements concernent surtout des hôtels, des restaurants et des marchés dont la plupart ont été construits par de grandes entreprises de Pékin et de Dalian. Entretiens et observations à Nakhodka, juillet 2002.

le trafic clandestin, on a un condensé de différents facteurs qui sont tout à la fois économiques, culturels, démographiques et historiques et qui entretiennent la méfiance des populations russes à l'égard des Chinois.

Malgré la permanence de cet antagonisme, les populations locales russes sont devenues plus pragmatiques. Elles sont conscientes que la coopération économique avec la Chine est malgré tout bénéfique à la région. Le rôle des autorités politiques locales et fédérales a été déterminant dans ce changement. La démarcation de 1997 a permis à l'administration Eltsine de maîtriser les autorités du Primorie et leur chef, Evguenii Nazdratenko. Si ce dernier a certes continué de dénoncer, de temps à autre, le « danger » de l'immigration chinoise[90], dont il a fait son pain électoral, il a néanmoins été très satisfait par l'accord trouvé dans le litige qui l'opposait à la Chine dans le secteur du fleuve Tumen, et a finalement accepté d'engager plus activement le Primorie dans la coopération frontalière.

La démarcation et la question de l'immigration chinoise dans les régions frontalières russes ont donc été en grande partie résolues. Elles ont cependant, lorsqu'elles étaient au paroxysme, complètement court-circuité la coopération et provoqué une chute brutale du commerce. Le différend entre le gouvernement fédéral russe et les autorités locales du Primorie concernant leur participation au programme Tumen est justement un bon exemple qui témoigne des difficultés qu'il y a eu dans la coopération frontalière sino-russe à cette époque.

La coopération entre les régions frontalières sino-russes au milieu des années quatre-vingt-dix : l'exemple des tourmentes du programme Tumen

La zone de développement économique du fleuve Tumen (TREDA) est construite autour du carrefour frontalier de l'Asie du Nord-Est ; elle inclut la zone de libre-échange littorale de Rajin-Sonbong en Corée du Nord, la préfecture autonome des Coréens de Yanbian dans la province chinoise du Jilin, ainsi que la partie méridionale du *kraï* du Primorie en Russie. Le bassin inférieur du fleuve Tumen est au cœur de cette zone à laquelle il a symboliquement donné son nom. L'objectif est de transformer cet espace transfrontalier, constitué de régions situées à la périphérie de leur espace national respectif, en une véritable zone de coopération régionale qui compte en Asie orientale. Gérés par le PNUD, de multiples projets de coopération dans le domaine des investissements, des transports, du tourisme, de l'environnement et de l'énergie s'efforcent de créer un véritable pôle économique, financier et touristique transfrontalier d'envergure internationale.

Après dix ans d'existence, les résultats du programme Tumen sont médiocres. Malgré quelques avancées et les tentatives récentes d'une relance, les difficultés financières du PNUD et les contrecoups de la crise asiatique n'ont pas permis de mobiliser

[90] Parmi de nombreuses déclarations figurent celle du 1er juin 2000 dans laquelle il s'est prononcé en faveur d'un déplacement de 5 millions de Russes des régions centrales de la Russie vers l'*oblast* de l'Amour et les *kraï* de Khabarovsk et du Primorie. Pour lui, cette installation de nouveaux « colons » permettrait de compenser le déséquilibre démographique existant entre les régions frontalières russes et les provinces du Nord-Est chinois. *Boundary and Security Bulletin*, Vol. 8, n° 3, automne 2000.

suffisamment d'investissements qui auraient pu permettre de mener les projets à leur terme. Sur le plan politique, la situation n'a pas été favorable non plus. Parmi les nombreux problèmes[91], les réticences locales du *kraï* du Primorie ont été les principaux obstacles à la mise en place du programme. Elles ont été d'autant plus vives que le programme Tumen est né d'une idée chinoise qui intégrait dès son origine la question de l'accès à la mer et la notion de territoire.

Le programme Tumen : une idée chinoise

Le programme Tumen est issu de la politique de développement provincial du Jilin qui fut conceptualisée au milieu des années quatre-vingt par les autorités et élites de la province, assistées des autorités locales de la préfecture autonome des Coréens de Yanbian. L'objectif de cette politique était de retrouver l'accès à la mer afin de « bâtir une province développée, frontalière et proche de la mer »[92]. Aux yeux des autorités provinciales et locales, observatrices du développement dynamique des provinces côtières du pays, la mer paraissait le facteur principal de la réussite économique[93]. Ce constat était d'autant plus frustrant pour les autorités du Jilin que la province, historiquement frontalière de la Corée, a été coupée du littoral de la mer du Japon, situé aujourd'hui dans le *kraï* du Primorie, par le traité inégal sino-russe de 1860.

Ainsi, dans l'esprit des concepteurs, la stratégie de l'accès à la mer devait permettre aux autorités provinciales d'établir un port ouvert au trafic maritime à Fangchuan, relié par route et par voie ferrée aux villes intérieures en direction de Hunchun, Tumen, Yanji et Changchun, et censé devenir un centre économique et touristique chinois d'envergure internationale, assurant l'ouverture et le développement provincial[94]. Cependant, le projet n'excluait pas les deux proches voisins russe et nord-coréen, qui devaient y participer à travers une « coopération multilatérale » et « une ouverture unie ».

---

[91] Pour une étude plus précise concernant les principaux problèmes du programme Tumen entre 1991 et 2001, voir Sébastien Colin, « La difficile émergence d'une coopération régionale en Asie du Nord-Est : la zone de développement économique du fleuve Tumen », dans *Asie orientale : intégrations régionales*, sous la direction de Christian Taillard et Philippe Pelletier, à paraître en septembre 2003. Pour d'autres articles concernant le programme Tumen, voir entre autres : Li Haeng-Ho, « Economic cooperation in northeast Asia and the Tumen river delta area development », *East Asian Review*, Vol. 1, n° 1, mars 1997, pp. 99-104 ; Zhu Yuchao, « The Tumen river delta project and northeast Asia regional economic cooperation », *Issues & Studies*, mars 1996, pp. 96-120.

[92] Chen Cai, Li Xiuming, « Dongbeiyajingjiqu yu woguodongbei guojieheliude hezuo kaifa he xietiao guanli » [Gestion, coopération et ouverture des rivières et fleuves internationaux du Nord-Est chinois en Asie du Nord-Est], *Dili Xuebao*, Vol. 54, juin 1999, p. 80.

[93] Xu Xiaoxian, Song Dianqing, « Yanbian yu yanhai diqu jingji shehui fazhan shuipingde luocha » [Les différences de niveau socio-économique entre les régions côtières et frontalières], *Bianjiang Jingji Yanjiu*, n° 2, 1997, p. 19.

[94] Yuan Shuren, « Guanyu kaifa Fangchuande jianyi » [Propositions pour un développement de Fangchuan], dans Chen Cai, Yuan Shuren, *Dongbeiya quyu hezuo yu tumenjiangdiqu kaifa*, [Développement de la zone du fleuve Tumen et coopération régionale en Asie du Nord-Est], recueil de textes, Université normale du Nord-Est, Changchun, 1996, pp. 129-126.

Le gouvernement central chinois considéra positivement ce projet qui répondait précisément à ses objectifs nationaux et à sa politique envers la Russie mise en place à la fin des années quatre-vingt et au début des années quatre-vingt-dix. Sur le plan national, le programme Tumen représentait en effet une occasion de développement de la province du Jilin et de la préfecture autonome des Coréens de Yanbian (région frontalière, peuplée par une minorité nationale), et offrait ainsi une perspective de stabilité politique[95]. Concernant la Russie, il répondait exactement à la volonté du gouvernement central de développer de dynamiques relations frontalières.

Ce projet chinois fut présenté aux autres pays de la région lors d'une conférence du Forum économique d'Asie du Nord-Est, qui se tint à Changchun en juillet 1990. Les représentants nord-coréens, sud-coréens et mongols répondirent positivement ; ils demandèrent au PNUD de superviser le programme Tumen et invitèrent les représentants de l'URSS et du Japon en tant qu'observateurs. La discussion se poursuivit en octobre 1991 lors de la réunion organisée par le PNUD à Pyongyang, qui créa une commission composée des représentants du PNUD, de la Chine, de la Corée du Sud, de la Corée du Nord et de la Mongolie. L'effondrement de l'URSS ne permit pas à la délégation soviétique d'y figurer comme membre et il fallut attendre octobre 1992 pour que la toute nouvelle Russie le devienne. C'est aussi à cette date que la Chine, la Russie, et la Corée du Nord se mirent d'accord pour développer conjointement le bassin inférieur du fleuve Tumen.

Les Etats partenaires étaient cependant loin d'avoir la même conception de « l'ouverture unie ». Le gouvernement chinois souhaitait que l'estuaire du fleuve devienne une propriété commune des trois pays dans le cadre de la *Tumen river economic zone* (TREZ), plaçant Fangchuan à la tête d'un triangle portuaire dont Posjet (Russie) et Rajin (Corée du Nord) composeraient les deux autres sommets. Parce qu'elle concurrençait leurs propres ports et comprenait des renoncements de souveraineté sur une portion de leur territoire, la Corée du Nord et les autorités locales russes du Primorie s'opposèrent immédiatement à la TREZ. Elle fut abandonnée en 1994, ce qui provoqua le retrait temporaire du PNUD et menaça directement l'avenir de la coopération régionale. Celle-ci fut finalement sauvée par le gouvernement chinois, qui proposa la signature des accords de 1995 créant la *Tumen river economic development area* (TREDA). Ces accords étaient un compromis entre les conceptions chinoise, russe et nord-coréenne. Tout en permettant à la province du Jilin de retrouver l'accès à la mer par l'utilisation des ports russes ou nord-coréens, les attributs de la souveraineté nationale étaient conservés, chacun des Etats demeurant maître de la gestion de sa zone économique et de la construction de ses infrastructures.

Malgré la signature de ces accords, le programme Tumen n'a pas vraiment décollé. Les autorités chinoises ont financé une grande partie de leurs infrastructures, mais ont vite été découragées par le peu d'enthousiasme de leurs voisins, en premier lieu des autorités locales du Primorie, qui ne sont rentrées véritablement dans le rang qu'à partir de 1997.

La Russie et le projet Tumen : des divergences d'intérêts résolues

[95] Chen Cai, « Tumenjiangdiqu guojiehezuo kaifade xinxingshi yu duice » [Nouvelle situation de la zone de développement du fleuve Tumen et contre-mesures], *Dongbeiya Luntan*, n° 1, février 2001, p. 4.

Fidèle au discours de Vladivostok de 1986 par lequel Mikhaïl Gorbatchev avait exprimé sa volonté d'ouvrir l'URSS sur l'Asie et le Pacifique, le gouvernement soviétique fut d'emblée intéressé par le programme Tumen, qu'il intégra donc en 1992. Le gouvernement fédéral russe fut rapidement critiqué par les autorités locales du Primorie qui lui reprochèrent sa soumission à la Chine. Elles signalèrent leur opposition en déclarant préférer développer la zone du « Grand Vladivostok ». Composée de la partie méridionale du Primorie, cette dernière était censée devenir une immense zone économique avec à sa tête trois ports internationaux : Posjet, Vladivostok et Nakhodka. Tournant le dos à la Chine et à la Corée du Nord, elle aurait fonctionné essentiellement grâce à des investissements japonais[96]. Le rapport de forces entre le gouvernement fédéral russe et l'administration du Primorie fut alors exacerbé par le litige concernant le territoire russe situé sur la rive droite du fleuve Tumen, dans le *district* de Khasan. Pour Evguenii Nazdratenko, la conception chinoise reprise par le PNUD sous la forme du TREZ revenait à léguer ce territoire à la Chine, et le projet du port international n'était autre que celui d'un port chinois destiné à concurrencer les ports du Primorie. Le gouvernement fédéral ignora les protestations de Nazdratenko et continua de coopérer avec le gouvernement chinois, en autorisant en 1992 la signature de deux accords entre le *district* de Khasan et la Chine. Ces deux accords permirent une utilisation commune et un développement conjoint sino-russe du port de Zarubino ; ils furent suivis par la signature d'un autre accord en 1993 qui créa une *joint-venture* sino-russe, chargée de réhabiliter et de reconnecter le chemin de fer entre Hunchun et Zarubino[97]. Si l'abandon du TREZ rendit caducs les deux accords de 1992, le fait que les autorités du *district* de Khasan aient été autorisées par le gouvernement fédéral à signer un accord avec la Chine en complète divergence avec l'administration intermédiaire du Primorie montre bien la guerre interne que s'étaient livrée les deux niveaux d'autorité. Pour Moscou, la participation au programme Tumen était, comme la démarcation frontalière, une façon de mater les velléités autonomistes de Nazdratenko. Cette stratégie de l'administration Eltsine se poursuivit avec la publication le 17 juillet 1995 d'un décret confirmant la participation du *district* de Khasan au programme de développement du fleuve Tumen[98]. Cependant, cette décision fut aussi un appel à la négociation. En effet, le décret mentionnait clairement que le projet du TREZ était bien abandonné et que la réhabilitation des ports du Primorie et leur liaison à l'arrière-pays chinois par le chemin de fer se feraient sans léguer de territoire ni de souveraineté. Ces concessions ne rassurèrent qu'en partie Nazdratenko, qui continua de marquer son opposition envers la Chine en dénonçant la menace de l'immigration chinoise.

Les améliorations ne vinrent en fait qu'après la démarcation frontalière de 1997 et le renforcement politique du gouvernement fédéral. La signature la même année du partenariat stratégique avec la Chine fut aussi un message clair pour les régions frontalières : la coopération était à privilégier. Il fut bien reçu : les autorités du Primorie promulguèrent le 12 février 1998 une directive concernant la politique de développement du *district* de Khasan dans laquelle elles se prononcèrent pour la réhabilitation des ports

---

[96] Gaye Christoffersen, « The greater Vladivostok project : transnational linkages in regional economic planning », *Pacific Affairs*, Vol. 67, n° 4, hiver 1995, pp. 513-531.

[97] Lee Chan-Woo, *op. cit.*, p. 19.

[98] *Ibid.*

de Zarubino et de Posjet en utilisant de la main d'œuvre nord-coréenne et... chinoise[99] ; cette directive fut suivie par la conclusion d'« une coopération régionale stratégique » avec la Chine en novembre 1998.

Notons que cette tendance a été confirmée lors de l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine. En plus d'être favorable à la coopération avec la Chine, ce dernier a en effet établi une nouvelle politique institutionnelle qui, malgré ses limites, a permis un renforcement du pouvoir fédéral et « une mise au pas » des régions[100].

L'intégration du Primorie dans le programme Tumen réanima l'intérêt du gouvernement central chinois à son égard[101]. Le 28 juin 1999, ce dernier établit au sein du Conseil d'Etat un groupe de réflexion chargé de mener le développement de la coopération dans le cadre du programme, incluant non seulement des représentants du Conseil mais aussi ceux de vingt ministères[102]. En juillet 2002, une réunion se tint à Yanji entre ce groupe de réflexion, le gouvernement provincial du Jilin et la préfecture autonome des Coréens de Yanbian, durant laquelle ils firent un bilan d'une décennie de fonctionnement du programme Tumen et réfléchirent à la mise en place de nouvelles politiques dynamisantes[103].

Symbole de cette tentative de relance du programme, la sixième réunion de la commission consultative, qui réunit les représentants des cinq Etats partenaires et des observateurs japonais, se tint en juin 2002 pour la première fois à Vladivostok[104].

L'influence de Vladimir Poutine a également été déterminante en ce qui concerne le *kraï* de Khabarovsk et son leader Victor Ishaev. Le 19 mars 2002, le gouvernement fédéral approuvait le « Programme fédéral pour le développement économique et social de l'Extrême-Orient russe et de la Transbaïkalie (1996-2010) », qui avait été préparé par l'Association interrégionale pour la coopération économique en Extrême-Orient russe et en Transbaïkalie, présidée par Victor Ishaev depuis 1994[105]. L'objectif de ce programme était de favoriser la coopération régionale dans des secteurs économiques clés de la région tels que l'énergie, la pêche, les métaux non ferreux, le transport et l'industrie

---

[99] *Ibid.*

[100] Pour plus de précisions sur la politique de Vladimir Poutine et ses limites, voir Anne Gazier, « La mise au pas des régions russes ? : la réforme institutionnelle de Vladimir Poutine », *Courrier des pays de l'Est*, n° 1015, mai 2001, pp. 4-14.

[101] Cet intérêt chinois pour le programme Tumen fut aussi revigoré après les améliorations nord-coréennes et le sommet entre les deux Corées de juin 2000. *Cf.* Sébastien Colin, art. cit., juillet-août 2003.

[102] Parmi ces vingt ministères figurent notamment le ministère de la Coopération économique et du Commerce extérieur, le ministère des Transports, le ministère des Communications, le ministère des Sciences et Technologies ainsi que l'Administration générale des douanes.

[103] Yanji, entretiens, août 2002.

[104] Les cinq précédentes avaient eu lieu à Pékin (avril 1996, octobre 1996, novembre 1997), à Oulan-Bator (juin 1999) et à Hongkong (avril 2001).

[105] Ce programme avait été préparé une première fois en 1995, mais la crise financière de 1998 l'avait rendue caduc. Après son arrivée au pouvoir, Vladimir Poutine en demanda une révision. Lee Chan-Woo, *Ten Years of Tumen River Area Development : Evaluation and Issues*, Niigata, ERINA booklet, Vol. 2, 2003, p. 18.

forestière. Lors de la conférence économique de Niigata en janvier 2002, Victor Ishaev avait vanté la coopération régionale comme étant indispensable à la création d'un monde multipolaire[106]. Il s'était aussi exprimé en faveur d'une participation plus active des investisseurs japonais, sud-coréens et chinois, dont le total des investissements restait inférieur à celui des Etats-Unis dans le total des investissements étrangers en Extrême-Orient russe. En quelques mois, Victor Ishaev était donc devenu le porte-parole de la coopération entre la Chine et l'Extrême-Orient russe ; il accompagne maintenant Vladimir Poutine dans tous ses déplacements en Chine. C'est justement au retour d'un de ses derniers voyages qu'il a défendu, dans une interview donnée à Niigata le 9 décembre 2002, un renforcement de la coopération avec la Chine dans les domaines de l'énergie et du bois ; il a également déclaré que les travailleurs chinois étaient les bienvenus en Extrême-Orient russe dans la mesure où la région manquait de main d'œuvre et qu'il n'y avait aucune raison de s'inquiéter au sujet d'une éventuelle « invasion chinoise »[107].

Comme pour les différends concernant la démarcation frontalière et l'immigration chinoise, le rôle des gouvernements russe et chinois a également été important dans la résolution de ce litige. Le gouvernement fédéral russe a su rétablir son autorité sur Nazdratenko, rappelant là encore que l'opposition de ce dernier à la Chine était bien plus une affaire interne à la Russie qu'un réel problème bilatéral entre les deux pays. Quant au gouvernement chinois, il a une nouvelle fois fait preuve de pragmatisme en faisant les concessions qui s'imposaient pour ne pas envenimer la situation.

La reprise de la coopération frontalière

L'achèvement de la démarcation frontalière, l'apaisement des discours et les nouveaux points de vue concernant l'immigration chinoise et la participation définitive des autorités locales du Primorie dans le projet de coopération du Tumen, ont indubitablement permis la reprise de la coopération frontalière et du commerce entre les provinces chinoises et les régions russes.

Les principaux acteurs de cette reprise restent avant tout le gouvernement fédéral russe et le gouvernement central chinois, qui ont pris de nombreuses mesures afin de redynamiser la coopération.

Les nouvelles initiatives de Moscou et de Pékin

Lorsque Boris Eltsine s'est rendu en Chine pour célébrer l'achèvement de la démarcation, il était accompagné par une délégation rassemblant tous les gouverneurs

[106] Victor Ishaev, « Improvements in northeast Asian international relations, and trends in and prospects for the economies of Russia and the Russian Far East », discours prononcé lors de la conférence économique d'Asie du Nord-Est, Niigata, 29-30 janvier 2002.

[107] Victor Ishaev, « About the Russian Far East and northeast Asian economic cooperation », interview donné à l'Institut de recherche économique pour l'Asie du Nord-Est, Niigata, le 9 décembre 2002, publié dans *Erina Report*, Vol. 50, février 2003.

des entités administratives de l'Extrême-Orient russe. L'objectif de cette visite était, outre de montrer au gouvernement chinois que les gouverneurs s'étaient bel et bien rangés aux côtés de Moscou, de rencontrer les dirigeants de la province du Heilongjiang et de la municipalité de Haerbin afin de promouvoir le commerce et la coopération entre les deux parties. A l'occasion de cette rencontre, Boris Eltsine s'est d'ailleurs prononcé pour un développement des zones économiques frontalières russes de Zabaïkalsk et de Blagoveschensk[108]. Quelques mois après cette déclaration, le gouvernement russe lançait une réforme afin de réduire et harmoniser les multiples taxes locales qui avaient été instituées dans les différentes régions frontalières lors de la période frondeuse des régions russes. Enfin, le cadre juridique régissant la coopération dans le secteur des ressources naturelles a également été redéfini. Le gouvernement russe ainsi adopté de nouvelles réglementations plus souples afin de faciliter les exportations des ressources naturelles vers la Chine.

Du côté du gouvernement chinois, les initiatives ont également été légions. Le gouvernement central a procédé à une harmonisation et à une réduction des droits de douane, et surtout accru son contrôle sur toutes les activités en lien avec le commerce frontalier. L'objectif était de faire en sorte que le commerce de troc s'efface peu à peu au profit d'une structure commerciale moderne plus proche des règlements internationaux. Pour cela, le gouvernement central a établi quelques réformes administratives et insisté sur la formation des différents acteurs concernés par ce type de commerce.

A côté de ces initiatives individuelles, un certain nombre de mesures ont également été prises par les deux gouvernements. La plus significative d'entre elles avait pour objectif d'harmoniser, de clarifier et de réglementer le passage frontalier : le 1er juillet 1999, les gouvernements des deux pays annonçaient la conclusion d'un accord qui autorisait les citoyens chinois et russes désirant faire du commerce avec la Chine à se rendre sans visa dans les villes de Zabaïkalsk, côté russe, et dans celles de Heihe et de Suifenhe, côté chinois[109]. Quelques mois plus tard, en avril 2000, le gouvernement chinois ajoutait à cette liste la ville de Manzhouli, située en Mongolie-Intérieure. Cet accord a rapidement porté ses fruits. Le nombre de Russes se rendant dans les ville de Manzhouli et de Suifenhe a en effet doublé entre 2000 et 2001 et continue de croître actuellement[110].

L'état de la coopération frontalière à l'échelle régionale

Ces différentes initiatives prises par les deux gouvernements ont dans l'ensemble dynamisé le commerce et la coopération frontalière.

Après avoir brusquement chuté durant la période 1994-1996, le commerce du Heilongjiang avec la Russie s'est relevé dès 1997. Entre 1996 et 1999, sa valeur a même plus que doublé, passant de 700 millions de dollars à 1,64 milliards de dollars (tableau 3). Dans la première moitié de l'année 1998, soit seulement quelques mois après l'achèvement de la démarcation, les villes de Suifenhe, Mudanjiang, Heihe et Manzhouli ont tour à tour annoncé une véritable explosion de leur commerce avec la

---

[108] *Boundary and Security Bulletin*, Vol. 5, n° 4, hiver 1997-1998.

[109] *Boundary and Security Bulletin*, Vol. 7, n° 3, automne 1999.

[110] *Boundary and Security Bulletin*, Vol. 9, n° 1, printemps 2001.

Russie.

Pour ce qui est de la coopération, la province du Heilongjiang s'est lancée dans de nouveaux projets avec ses différents voisins afin de faciliter les échanges commerciaux. En avril 1998, les autorités provinciales ont annoncé la construction d'un nouveau centre de commerce frontalier d'une superficie de soixante mille mètres carrés sur l'île de Daheihe. Au début de l'année 2000, une nouvelle route a été ouverte entre la ville chinoise de Hegang, le poste frontalier de Luobei et la ville russe de Birobidjan. La Chine a investi 35 millions de dollars dans sa construction, soit la presque totalité de la somme nécessaire. Pour l'instant, elle est coupée par le fleuve Amour, ce qui provoque des ruptures de charge, mais les deux parties ont le projet de construire un pont. La capacité de transit du poste frontalier de Luobei (qui se situe en fait dans une petite localité frontalière appelée Mingshan) a également été augmentée afin d'accueillir annuellement un million de tonnes de marchandises[111]. Enfin, la province du Heilongjiang et le territoire du Primorie ont signé le 18 novembre 1999 le premier accord interrégional sino-russe réglementant le commerce frontalier. En effet, encore principalement composé de troc ou de petits commerces, celui-ci a fréquemment été le théâtre de disputes entre les commerçants chinois et russes[112].

A l'image du Heilongjiang, les autorités locales de Mongolie-Intérieure ont également pris des mesures pour dynamiser la coopération. Elles ont par exemple fait d'énormes efforts pour améliorer la qualité des services et réduire les différentes taxes dans la zone économique frontalière de Manzhouli. Néanmoins, la coopération de la Mongolie-Intérieure avec la Russie est beaucoup moins intense que celle du Heilongjiang. En effet, excepté dans la ville frontalière de Manzhouli, la présence russe est très faible dans cette région autonome. Si en 2000 la Russie était le premier marché d'importation pour la région, elle n'était en revanche même pas classée parmi les dix principaux marchés d'exportation. En termes d'investissements, la situation est également peu reluisante. La même année, la Russie n'était en effet que le vingt-et-unième investisseur de la Mongolie-Intérieure.

Les mêmes remarques peuvent être faites pour la province du Jilin. Si le commerce entre le Jilin et la Russie s'est également relevé après son effondrement du milieu des années quatre-vingt-dix, son niveau est encore très loin du sommet de 1994, année où la Russie a même été le premier partenaire commercial de la province (tableau 10). En 2001, la valeur du commerce s'était stabilisée autour de 68 millions de dollars, valeur extrêmement faible, et la Russie n'était que le treizième partenaire commercial de la province du Jilin[113].

La coopération entre la province du Jilin et la Russie est toutefois très importante dans le secteur agricole, et plus particulièrement dans les échanges de main d'œuvre. Depuis 1989, plus de 100 000 travailleurs chinois originaires du Jilin se sont rendus en Sibérie et en Extrême-Orient russe pour travailler dans des exploitations. Les autorités provinciales continuent d'encourager fortement cette coopération car cela leur permet d'occuper un

---

[111] *Boundary and Security Bulletin*, Vol. 8, n° 1, printemps 2000.

[112] *Boundary and Security Bulletin*, Vol. 7, n° 4, hiver 1999-2000.

[113] Li Fuqiang, *Jilinsheng jiaqiang dui E jingmao hezuo duice yanjiu* [Renforcer la coopération économique et commerciale de la province du Jilin avec la Russie : recherches et contre-mesures], rapport du bureau économique et commercial extérieurs de la province du Jilin, (non publié), 2002, p. 3.

nombre croissant de sans-emploi présents sur le territoire[114].

Le second point fort de cette coopération se situe dans le secteur du tourisme. La province du Jilin tente en effet de valoriser sa position frontalière avec la Russie et la Corée du Nord en organisant des ballades touristiques dites « des trois frontières ». Les touristes vont ainsi admirer le point de jonction frontalier et les trois régions, toutes situées autour du delta du fleuve Tumen. Des circuits d'un, deux, trois ou quatre jours en Corée du Nord ou en Russie sont également organisés. Lorsqu'ils vont en Russie, les touristes se rendent en général à Vladivostok *via* les *districts* Sud du Primorie.

Néanmoins, excepté dans ces deux secteurs, la coopération entre le Jilin et les régions frontalières russes est jugée grandement insuffisante par les acteurs locaux, qu'ils soient officiels, entrepreneurs, commerçants ou universitaires[115]. Selon eux, le nombre d'entreprises commerçant avec la Russie est encore trop faible. La structure industrielle de la province est toujours dominée par des entreprises d'Etat vieillissantes, qui ne sont pas assez compétitives pour exporter leurs produits. Les autres entreprises capables de commercer avec la Russie sont peu nombreuses. La plupart d'entre elles ont le statut de *minying qiye*[116]. Dominantes dans le petit commerce, elles ont prospéré avec lui jusqu'au milieu des années quatre-vingt-dix, mais leur nombre diminue chaque année. Entre 1994 et 2000, il a chuté de plus de 50 %, passant de 102 à 45. Enfin, depuis la crise financière russe, elles se heurtent de plus en plus à la concurrence des produits japonais, coréens ou européens, dont la présence est croissante sur le marché de l'Extrême-Orient russe.

La faiblesse des exportations du Jilin contribue à accentuer l'important déficit commercial que la province connaît avec la Russie. Depuis 1998, celui-ci dépasse chaque année les 40 millions de dollars. Entre 1994 et 2001, il a atteint une valeur totale de 173,56 millions de dollars.

Enfin, contrairement à celle du Heilongjiang, la frontière entre la province du Jilin et la Russie est très courte (environ 230 kilomètres) et parcourt des espaces montagneux. Elle ne possède qu'un seul poste frontalier, Hunchun, dont les liaisons avec Vladivostok et Oussouriisk, principales régions industrielles du Primorie, sont moins performantes que celles de ses deux proches voisins du Heilongjiang, Dongning et Suifenhe. Se rendre de Hunchun à Vladivostok nécessite en effet de traverser les régions du sud du Primorie dont le réseau de communications est encore incomplet. Ce handicap porte pour l'instant un grand préjudice à Hunchun, qui est le moins performant des cinq postes frontaliers sino-russes de niveau national[117]. Il est même délaissé par sa propre province. En 2001, le commerce transitant par Hunchun atteignait une valeur de 3,51 millions de dollars, soit seulement 5 % de la valeur du commerce entre le Jilin et la Russie.

Afin de résoudre ces problèmes, les autorités locales tentent de prendre des mesures efficaces pour augmenter les exportations vers la Russie et, surtout, pour prendre pied sur les marchés de l'Extrême-Orient russe, en premier lieu celui du Primorie. Pour cela, elles ont conscience qu'elles doivent encourager une participation plus active des

---

[114] Sun Naimin, *op. cit.*, p. 118.

[115] *Ibid.*, pp. 118-119.

[116] Les *minying qiye* sont des entreprises privées qui regroupent, en général, des capitaux d'un ou plusieurs individus, commerçants ou autre.

[117] Les quatre autres postes frontaliers sont : Tongjiang, Suifenhe, Heihe et Manzhouli.

moyennes et grandes entreprises ainsi que celle des différentes localités de la province dans le commerce et la coopération avec la Russie. Tout en continuant de développer la coopération dans le domaine de la main d'œuvre, les autorités projettent aussi de renforcer le poste frontalier de Hunchun en réduisant les taxes et en harmonisant son fonctionnement administratif. Enfin, l'établissement d'une banque locale de coopération sino-russe serait en projet.

Malgré leur position frontalière avec la Russie, la Mongolie-Intérieure et le Jilin n'ont donc pas avec elle une coopération identique à celle du Heilongjiang, qui est sans conteste l'acteur régional le plus dynamique de la coopération frontalière. Depuis l'ouverture de la frontière au début des années quatre-vingt, la Russie a toujours été son premier partenaire commercial. En 2000, elle représentait 32 % des exportations et 60 % des importations de la province. Enfin, même si l'évolution du commerce du Heilongjiang avec la Russie a été très irrégulière durant la décennie quatre-vingt-dix, celui-ci représente bien souvent une importante part du commerce extérieur de la province (voir tableau 3).

Néanmoins, la dépendance commerciale des localités frontalières du Heilongjiang envers la Russie peut avoir quelques effets pervers. La crise financière russe, ponctuée par la dévaluation du rouble à l'automne 1998, a par exemple rapidement touché ses villes frontalières, dont certaines, comme Suifenhe, ont été obligées d'exonérer tous les commerces privés locaux afin de leur éviter la récession[118].

Enfin, à l'image du Jilin, la coopération entre le Heilongjiang et la Russie connaît un certain nombre de problèmes. La structure du commerce est encore jugée incomplète, avec une quasi absence de produits de haute qualité. Plus de 70 % des exportations et 60 % des importations de la province sont composés de produits à faible valeur ajoutée (textile, chaussures, bois, etc.). Le système bancaire est quant à lui jugé encore très insuffisant.

CONCLUSION

Malgré un certain nombre de réticences locales, les gouvernements chinois et russe sont donc toujours aussi puissants. Ils contrôlent la coopération en fonction de leurs intérêts économiques et stratégiques, que ceux-ci soit nationaux ou internationaux. Si pour l'heure la plupart de ces intérêts sont communs, il existe toutefois quelques divergences.

Le gouvernement fédéral russe voit en la Chine un très bon partenaire en ce qui concerne l'achat de son pétrole et de ses armes, mais certainement pas un correspondant économique qui permettra au pays de se remettre totalement de la crise financière de 1998. Les vrais clients pour cela se trouvent, à ses yeux, en Europe et aux Etats-Unis.

Du côté de la Chine, le gouvernement central perçoit aussi la Russie comme un partenaire idéal dans les domaines de l'énergie et de l'armement, mais veille à ne pas

[118] *Boundary and Security Bulletin*, Vol. 6, n° 4, hiver 1998-1999.

devenir trop dépendante de son grand voisin du Nord, dont il sait qu'il peut se rapprocher à tout moment de l'OTAN et des Etats-Unis. La Chine tente donc de diversifier ses sources d'approvisionnement de pétrole et de gaz en se rapprochant des Etats d'Asie centrale, où elle concurrence par la même occasion la Russie. Pour les armes en revanche, la diversification est moins évidente. L'essence même de la coopération sino-russe est d'ordre stratégique et complètement dépendante du facteur américain.

A l'échelle locale, les relations frontalières entre les deux pays possèdent également leurs limites. En effet, le commerce frontalier et la coopération économique ne permettent, malgré les efforts des deux gouvernements, qu'un petit développement local, sorte de palliatif à court terme, mais ne sont pas suffisants pour déclencher une réelle dynamique de développement. La coopération n'a pas non plus la même intensité tout le long de la frontière. En Chine, elle concerne surtout la province du Heilongjiang, à laquelle on peut ajouter le poste frontalier de Manzhouli, et semble délaisser les extrémités frontalières où se trouvent le Jilin et le reste de la Mongolie-Intérieure. En Russie, ce sont surtout les *oblast* de Tchita et de l'Amour qui sont beaucoup plus dépendants de cette coopération. Enfin, même si les territoires de Khabarovsk et du Primorie sont revenus dans le droit chemin et se sont rendus à l'évidence que la présence chinoise était indispensable au développement, une certaine méfiance persiste toujours et peut de temps à autres court-circuiter la coopération. La même remarque peut être faite sur les relations entre ces deux régions et Moscou, dont les différends, s'ils ont aujourd'hui résolus, ont également été gênants dans la bonne entente frontalière sino-russe.

Afin d'effacer ces limites, les deux gouvernements continuent donc d'encourager activement cette coopération frontalière, qui leur permet de répondre à un certain nombre d'enjeux locaux. Outre le développement des provinces frontalières, cette coopération est aussi, pour le gouvernement central chinois, une issue de secours pour occuper les milliers de ruraux migrants des provinces du Nord-Est et les ouvriers que la restructuration des entreprises d'Etat laissent sur le carreau. Le gouvernement fédéral russe a tout d'abord utilisé la coopération pour mater les velléités autonomistes des régions de l'Extrême-Orient russe, puis l'a renforcée pour permettre le développement économique de la région, dont il sait qu'il peut être encouragé par une meilleure participation économique de la Chine[119].

---

[119] Parmi bien d'autres, je souhaite remercier plus particulièrement Ludovic Royer, doctorant en Culture et société des pays de la CEI (Institut français de géopolitique, Université Paris 8), pour son aide dans la traduction et la translitération des documents russes récoltés à Vladivostok ainsi que German B. Dudchenko, chercheur à l'Institut d'histoire de Vladivostok, pour son accueil et son aide précieuse durant mon séjour.

A n n e x e s

Tableau 1
Les principaux achats d'armes russes par la Chine entre 1992 et 2002

Année	Type d'armes	Montant (en $)
1992	26 avions de chasse Sukhoï-27	1 milliard
1994	4 sous-marins diesel Kilo	1 milliard
1994	6 systèmes de défense aérienne S-300 avec au moins 100 missiles	Inconnu
1995	48 avions de chasse Sukhoï-27s	1,7 milliards
1996	Licence pour produire 200 avions de chasse Sukhoï-27 SK	2,5 milliards
1997	2 missiles Sovremmeny	800 millions
1999	50 avions de chasse Sukhoï-30 MKK	2 milliards
1999	12 avions de chasse Sukhoï-30 MKK	1 milliard
2000	Avions de chasse Sukhoï-27	1,4 milliards
2001	38 avions de chasse Sukhoï-30 MKK	2 milliards
2002	2 destroyers de type 956 EM	1,4 milliards
2002	8 sous marins diesel Kilo, armés de système de missile Klab	1,5 milliards

Source : Bin Yu, analyses trimestrielles concernant les relations bilatérales sino-russes, en ligne : **http://www.csis.org/pacfor/cc.html**

Tableau 2
Le commerce bilatéral sino-russe entre 1992 et 2002 (en milliards de dollars)

Année	Volume	Croissance en %
1992	5,86	
1993	7,68	+ 31
1994	5,07	- 34
1995	5	- 1,4
1996	6,84	+ 36,8
1997	6,12	- 10,5
1998	5,5	- 10,1
1999	5,70	+ 3,6
2000	8	+ 40,3
2001	10,7	+ 33,7
2002	**12**	**+ 12,1**

***Sources* : Bin Yu, analyses trimestrielles concernant les relations bilatérales sino-russes, en ligne : http://www.csis.org/pacfor/cc.html** ;
E. Wishnick, *Mending Fences. The Evolution of Moscow's China Policy from Brezhnev to Yeltsin*, Washington, Univ. of Washington Press, 2001, p. 125

Tableau 3
Le commerce de la province du Heilongjiang et la Russie entre 1992 et 2000

	Valeur du commerce*	Part dans le commerce sino-russe (en %)
1992	2 070	35,3
1993	2 060	26,8
1994	1 630	32,1
1995	1 400	28
1996	700	10,2
1997	1 000	16,3
1998	1 250	22,7
1999	1 640	28,7
2000	1 371	17,1
*Toutes ces valeurs sont exprimées en millions de dollars sauf celles concernant 1992, exprimées en francs suisses		

Sources : Guo Li, *21shiji de heilongjiang yu dongbeiya* [Le Heilongjiang et l'Asie du Nord-Est du 21ème siècle], Heilongjiang renmin chubanshe, Haerbin, 2001, pp. 120-154

Tableau 4
Les populations chinoises dans le Primorie (1994-1999)

	Visiteurs chinois			Sanctions contre les illégaux		
	Total	Sans visa	Installation clandestine	Pénalités administratives	Ordres d'extradition	Extradition forcée
1994	40 000	18 500	14 400	9 500	2 700	1 500
1995	35 000	18 500	11 200	12 300	6 600	4 500
1996	35 500	21 000	1 065	8 250	3 700	1 900
1997	52 000	39 000	468	8 250	4 000	2 100
1998	73 000	61 000	292	8 250	3 200	1 190
1999	80 287	-	-	-	-	-

Source : Mikhaïl A. Alexseev, *op. cit.*, 2001

Tableau 5
Principaux pays d'où provient la main d'œuvre étrangère employée dans le Primorie (1999-2001)

	1999		2000		2001	
	Nbe*	*%**	Nbe	*%*	Nbe	*%*
Chine	**6 374**	***63,1***	**7 708**	***65,8***	**9 639**	***65***
Corée du Nord	2 373	*23,5*	1 469	*12,5*	2 013	*13,6*
Vietnam	306	*3*	940	*8*	1 328	*9*
Corée du Sud	155	*1,5*	338	*2,9*	351	*2,3*
Total	10 102	*100*	11 712	*100*	14 837	*100*

*Nbe = Nombre de personnes employées ; *%* = Pourcentage du total

Source : *Primor'e v cifrax v 2001 godu* [Le Primorie en chiffres], Goskomstat Rossii - Primorskij kraevoj komitet gosudarstvennoj statistiki, [Comité d'Etat aux statistiques de Russie - Comité territorial du Primorie aux statistiques d'Etat], Vladivostok, 2002, p. 27

Tableaux 6
Les principaux partenaires commerciaux du territoire du Primorie entre 1998 et mars 2002
(en millions de dollars)

	1998		1999		2000		2001		2002 (01-03)	
	Val.*	*%**	Val.	*%*	Val.	*%*	Val.	*%*	Val.	*%*
Chine	**250,5**	***17,3***	**244,2**	***19,8***	**376,8**	***27,4***	**311,4**	***17,5***	**115,4**	***23,7***
Allemagne	52,2	*3,6*	55,6	*4,5*	39	*2,8*	45,6	*2,5*	6,3	*1,3*
Corée du Sud	208,9	*14,4*	234,4	*19*	278,3	*20,3*	372,5	*20,9*	90	*18,5*
Etats-Unis	312,8	*21,5*	342,3	*27,7*	296	*21,6*	145,2	*8,1*	23,9	*4,9*
Hongkong	1,8	*0,1*	11,3	*0,9*	6,6	*0,5*	17,4	*0,97*	4	*0,8*
Japon	321,1	*22,1*	198,7	*16,1*	227,1	*16,5*	305,8	*17,1*	69,5	*14,3*
Singapour	41,9	*2,9*	19,9	*1,6*	24,6	*1,8*	344,6	*19,3*	141,4	*29*
Total	1450,2	*100*	1233,3	*100*	1370,9	*100*	1781,1	*100*	486	*100*

*Val. = Valeur du commerce ; *%* = pourcentage du total

Sources : *Vnešneèkonomičeskaja dejatel'nost' v primorskom krae* [Annuaire du commerce extérieur du Primorie] et *Vnešneèkonomičeskaja dejatel'nost' v primorskom krae v janvare – marte 2002 goda* [Annuaire du commerce extérieur du Primorie, janvier-mars 2002], Goskomstat Rossii - Primorskij kraevoj komitet gosudarstvennoj statistiki, [Comité d'Etat aux statistiques de Russie - Comité territorial du Primorie aux statistiques d'Etat), Vladivostok, 2002

Tableau 7
Nombre des entreprises à capitaux étrangers ou mixtes dans le territoire du Primorie entre 1996 et 2001

	1996		1997		1998		1999		2000		2001	
	Nbe*	*%**	Nbe	*%*	Nbe	*%*	Nbe	*%*	Nbe	*%*	Nbe	*%*
Chine	**98**	***30,6***	**99**	***29***	**102**	***33,6***	**121**	***33,6***	**176**	***36,5***	**196**	***37,8***
Corée du Nord	3	*0,9*	3	*0,8*	2	*0,6*	2	*0,5*	3	*0,6*	2	*0,4*
Corée du Sud	30	*9,3*	40	*11,7*	30	*9,9*	41	*11,4*	62	*12,9*	74	*14,3*
Etats-Unis	60	*18,7*	59	*17,3*	40	*13,2*	39	*10,8*	44	*9,1*	47	*9*
Hongkong	7	*2,18*	5	*1,5*	7	*2,3*	7	*1,9*	10	*2*	10	*1,9*
Japon	48	*15*	51	*15*	27	*8,9*	26	*7,2*	29	*6*	30	*5,8*
Singapour	10	*3,1*	10	*2,9*	6	*2*	6	*1,6*	6	*1,2*	6	*1,1*
Taiwan	4	*1,2*	4	*1,1*	2	*0,6*	2	*0,5*	2	*0,4*	1	*0,2*
Vietnam	5	*1,5*	4	*1,1*	3	*1*	6	*1,6*	8	*1,6*	10	*1,9*
Total	320	*100*	340	*100*	303	*100*	360	*100*	482	*100*	518	*100*

* Nbe = Nombre des entreprises ; *%* = Pourcentage du total.

Source : *Dejatel'nost' predprijatij s inostrannymi investicijami v primorskom krae* [Activités des entreprises à investissements étrangers dans le Primorie], Goskomstat Rossii - Primorskij kraevoj komitet gosudarstvennoj statistiki, [Comité d'Etat aux statistiques de Russie - Comité territorial du Primorie aux statistiques d'Etat], Vladivostok, 2002, p. 6

Tableau 8
Les dix principaux investisseurs étrangers dans le territoire du Primorie au 1er janvier 2002
(en millions de dollars)

	Inv.*	*%**
Corée du Sud	142,9	*42,6*
Japon	62	*18,5*
Etats-Unis	46,1	*13,7*
Suisse	19,3	*5,7*
Grande-Bretagne	16,8	*5*
Singapour	12,2	*3,6*
Chypre	9,2	*2,7*
Chine	**8,6**	***2,5***
Allemagne	4,5	*1,3*
Hongkong	4,2	*1,2*
Total	335,2	*100*

*Inv. = Montant de l'investissement ; *%* = Pourcentage du total.

Sources : *Vnešneèkonomičeskaja dejatel'nost' v primorskom krae v janvare – marte 2002 goda* [Annuaire du commerce extérieur du Primorie, janvier-mars 2002], Goskomstat Rossii - Primorskij kraevoj komitet gosudarstvennoj statistiki, [Comité d'Etat aux statistiques de Russie - Comité territorial du Primorie aux statistiques d'Etat], Vladivostok, 2002, p. 21

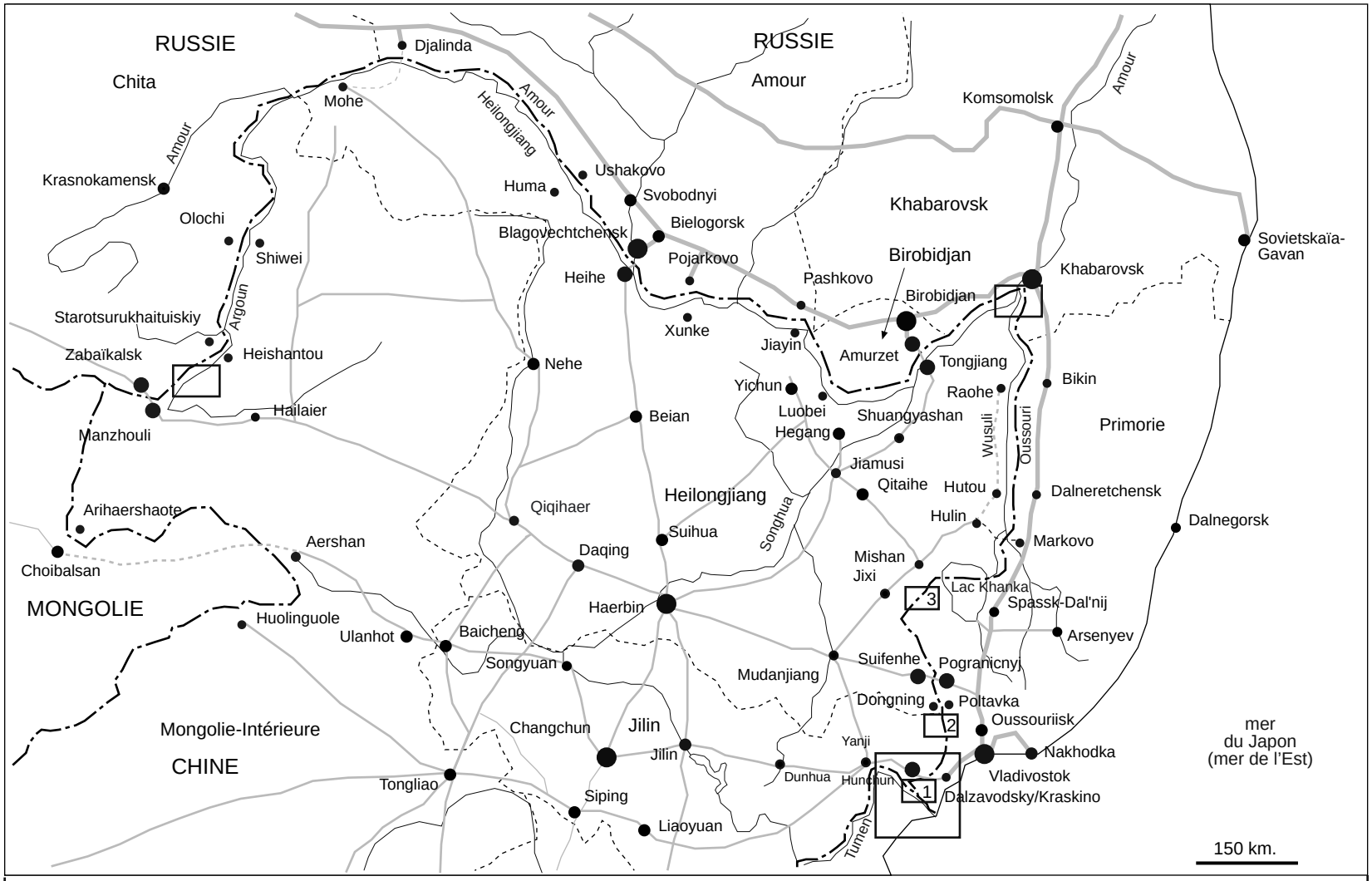
Tableau 9
Les investissements étrangers dans la zone économique de Nakhodka
depuis l'ouverture au 1er janvier 2001
(en milliers de dollars)

	Montant cumulé	*% du total*
Japon	6 788,2	*24,3*
Chine	**5 251,2**	***18,8***
Grande-Bretagne	3 932	*14*
Etats-Unis	2 994	*10,7*
Corée du Sud	2 394,4	*8,5*
Australie	1 845	*6,6*
Norvège	1 395	*5*
Hongkong	1 361	*4,9*
Total	27 907	*100*

Source : *Social'no-èkonomičeskoe razvitie svobodnoj èkonomičeskoj zony « Naxodka » v 2001 godu*, [Développement socio-économique de la zone économique libre de Nakhodka en 2001], Goskomstat Rossii - Primorskij kraevoj komitet gosudarstvennoj statistiki, [Comité d'Etat aux statistiques de Russie - Comité territorial du Primorie aux statistiques d'Etat], Vladivostok, 2002, p. 13

Tableau n°10
Le commerce entre la province du Jilin et la Russie
entre 1992 et 2001

	Valeur du commerce (en millions de dollars)	Part dans le commerce sino-russe (en %)	Part dans le commerce provincial (en %)
1992	316	5,4	
1993	532	6,9	
1994	556	10,1	6,9
1995	175	3,2	3,13
1996	108	1,6	4,64
1997	116	1,9	3,3
1998	45,2	0,8	2,74
1999	65,2	1,1	2,94
2000	68,4	0,85	2,66
2001	68	0,69	2,17

Sources : *Jilinsheng duiwai maoyi jingji ding* (Bureau du commerce et de l'économie extérieurs de la province du Jilin), 2002 ; Sun Naimin, *Jilinsheng yu dongbeiya jingji hezuo fenxi yu yuce* (Analyses et prévisions de la coopération économique entre la province du Jilin et l'Asie du Nord-Est), Jilin renmin chubanshe, Changchun, 2000, p. 108

Les régions frontalières sino-russes